



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT ECONOMIE GESTION ET SOCIOLOGIE



DEPARTEMENT SOCIOLOGIE

FORMATION PROFESSIONNALISANTE EN TRAVAILLEUR SOCIAL ET  
DEVELOPPEMENT

MEMOIRE DE LICENCE DU FIN D'ETUDE DU PREMIER CYCLE

---



OPTION : AGENT DE DEVELOPPEMENT



**Président du jury** : ETIENNE Stefano Raherimalala Professeur

**Juge** : RANDRIARIMANANA Philippe Docteur

**Encadreur pédagogique** : Monsieur RAMAROKOTO Fensoa Emile

**Encadreur professionnel** : Madame ANDRIAMIARISOA Tiana Lalao

**Présenté par** RALANTONIRINA Herinaivalona John

**Année Universitaire : 2017-2018**

**16/07/2018**



**ORGANISATION PAYSANNE**  
**FACE AU DEVELOPPEMENT RURAL**  
**CAS DE LA COMMUNE TSIAFAHY**

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à rendre grâce à Dieu de nous avoir guidé jusqu'à terme ce mémoire de licence au centre de Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement (FPTSD)- Université d'Antananarivo.

Les trois années de formation en sociologie nous ont fait acquérir des expériences à travers des études et des observations sur terrain, si actuellement on arrive à la fin souhaitée c'est grâce à plusieurs personnes qui ne sont jamais lassées de nous soutenir durant les études, alors nous adressons nos sincères remerciements à :

-Monsieur RAKOTO David, Responsable des domaines de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie (DEGS),le Doyen.

-Le Professeur ETIENNE Stefano Raherimalala, Responsable de mention de la Sociologie.

-Le Directeur RAKOTOARISON Andrianiaina Yvon, Responsable des parcours de la Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement.

-L'encadreur professionnel Madame ANDRIAMIARISOA Tiana Lalao

-L'encadreur pédagogique Monsieur RAMAROKOTO Fenosoa Emile pour son encouragement et encadrement dans la réalisation du présent mémoire.

-Tout ce que nous devons adresser la gratitude, nous pouvons bien témoigner notre satisfaction.

- Tous les amis de la même promotion, en souvenir des moments inoubliables passés ensemble.

-La famille qui nous a soutenu et nous a beaucoup aidé pour que nous terminons nos études. Tous ceux qui ont contribué de près et de loin à la réalisation de la rédaction, l'impression de ce document de mémoire.

A vous tous, nous adressons les sincères et vifs remerciements.

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

**AD** : Agent de Développement

**AFD** : Agence française de développement

**AV** : Animateur Villageoise

**CCC** : Communication pour le Changement de Comportement

**CDR** : Centre de Développement Régional

**CEG** : Collèges d'Enseignement Général

**CEP** : Champ-Ecole Paysanne

**CIP** : Communication Interpersonnel

**CISCO** : Circonscription Scolaire

**CLD** : Comité Local de Développement

**CONSPED** : Conseils Pédagogique

**CSB II** : Centre de santé de base

**CTD** : Collectivité Territoriale Décentraliser

**DEP** : Direction des Etudes et de la Planification du Ministère de l'agriculture

**DSL** : Développement Social Local

**EPP** : Ecole Primaire Publique

**ESS** : Economies Social Solidaire

**FFOM** : Force Faiblesse Opportunité et Menace

**FKT** : Fokontany

**FPTSD** : Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement

**FRAM** : Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'nyMpianatra

**IEC** : Information Education par Communication

**IGE** : Inspection générale de l'Etat

**INSD** : Institut national de la statistique et de la Démographie

**JICA** : Agence de Coopération Internationale Japonaise

**MIN AGRI** : Ministère de l'Agriculture

**MIN SAN** : Ministère de la Santé

**ODD** : Objectifs de Développement Durable

**OGM** : Organisme Génétiquement Modifié

**ONG**: Organisation Non Gouvernementale

**ONN** : Organisation National de Nutrition

**ONU**: Organisation des Nations Unies

**PCD** : Plan Communal de Développement

**PESTEL** : Politique, économique, Sociale, Technique Ecologique et Légalité

**PGE** : Programme Général de l'Etat

**PMO** : Project Management Office

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**PPP** : Partenariat Public Privé

**PTF** : Partenaire Technique et Financier

**REDD** : Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts

**RFD** : Réseau Fivoarana Développement

**SDR** : Service de Développement Régional

**SLC** : Service Locale de Concertation

**SLC** : Structure Locale de Concertation

**SMART** : Spécifique Mesurable Atteignable Réaliste

**UE**: Unions Européennes

**UNESCO**: Organisation des Nations Unies pour la promotion de l'éducation Scientifique et Culturel

**UNICEF** : Fond des Nations Unies pour l'Enfance

**VAD** : Visite à Domicile

**VOI** : VOndron'Ifotony

**ZAP** : Zone Administrative et Pédagogique

# **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Les infrastructures .....	13
Tableau 2 : Les catégories d'âge des personnes enquêtées.....	23
Tableau 3 : L'évolution de la population dans la commune.....	26
Tableau 4 : Valeurs énergétiques/oligos éléments .....	46
Tableau 5 : Analyse FFOM .....	47
Tableau 6 : Toute économie est sociale.....	50
Tableau 7 : Tableau catalogue .....	64
Tableau 8 : Les partenaires .....	66
Tableau 9 : Les parties prenantes .....	66

## **LISTE DES GRAPHIQUES :**

Graphe 1 : Marges et charge d'intermédiation .....	43
--	----



## **LISTE DES FIGURES :**

Figure 1 : Circuit de développement économique.....	40
Figure 2 : Les trois piliers du développement durable.....	51
Figure 3 : Circuit de communication.....	54

## **LISTES DES PHOTOS :**

Photo 1 : Culture mélangé .....	35
Photo 2 : Château d'eau.....	38
Photo 3 : Puits utilisé par les fraisculteurs.....	39
Photo 4 : Production au sol.....	70
Image 1; image 2 ; image3.....	35-64- 70

## SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE :CONTEXTE ET OBJETS DE L’ETUDE.....	4
CHAPITRE I : PRESENTATION DU TERRAIN .....	5
CHAPITRE II :ASPECT THEORIQUE DE L’ORGANISATION DANS L’AGRICULTURE.....	14
CHAPITRE III :METHODODOLOGIE DE RECHERCHE .....	21
DEUXIEME PARTIE :MISE EN PRATIQUE DES THEORIES ET RESULTAT DES ENQUETES .....	25
CHAPITRE IV : LES PROBLEMES FACE AUX ORGANISATIONS PAYSANNES.....	26
CHAPITRE V: IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR LE DEVELOPPEMENT RURAL.....	32
TROISIEME PARTIE : APPROCHE PROSPECTIVE SUR LA VALEUR DE L’AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT .....	44
CHAPITRE VI :ANALYSE, BILAN ET DISCUSSION DU PROBLEME DE LA FILIERE FRAISE .....	45
CHAPITRE VII :RECOMMANDATION DU TRAVAILLEUR SOCIAL.....	55
CONCLUSION GENERALE .....	70

## **INTRODUCTION GENERALE**

### **1-Généralité :**

Madagascar est un pays sous développé dont la majorité vivait encore des activités liées directement à la terre. Soit à 80% qui vivent dans le monde rural selon l'INSTAT en 2016. Chaque région de Madagascar a sa spécificité en terme d'activité rurale : agriculture, pêche, élevage et artisanat.

Mais ici on parle de la région Analamanga qui est caractérisée par la présence des différents types d'activités de survie comme la petite exploitation agricole, l'artisanat et les petits élevages domestiques. Cette région est délimitée par les plaines d'Antananarivo dont la population partage les mêmes mentalités dans les modes de cultures agricoles.

Les moyens de production, les calendriers agricoles et les modalités d'exploitation de la terre sont les mêmes dans cette région, dont on voulait exercer dans l'agriculture.

Actuellement, Madagascar un pays doté de grande potentiel mais qui est sujet à des catastrophes climatique. La rédaction du Plan National de Développement offre au pays l'occasion de se lancer sur la voie d'une croissance car à travers l'exploitation du capital naturel renouvelable et à l'accumulation accélérée de capital physique, on peut accroître les investissements. Cette vision demande un dynamisme entre les différentes Régions de l'île en matière de production.

Nous voulons revaloriser la réputation<sup>1</sup> de Madagascar comme pays à vocation agricole. L'agriculture biologique est en plein essor partout dans le monde. L'engouement des consommateurs pour les produits issus de cette agriculture fait en sorte que la demande dépasse souvent l'offre dans plusieurs productions.

### **2-Motifs du choix du thème et du terrain :**

Située à proximité de la capitale, la commune de Tsiafahy dispose de sites historiques d'un potentiel économique avancé par rapport aux autres localités de la région Analamanga. Elle dispose des sites touristiques et des opérateurs hôteliers. Les commerces et les petits élevages participent au développement économique de la commune par le biais de ristourne.

Nous connaissons que l'agriculture est le principal déterminant du développement rural. Mais le trait qui ne convient pas à cette processus c'est l'absence du dynamisme et d'action organisé des paysans; ainsi l'intitulé de ce mémoire : «Organisation paysanne face au développement rurale cas de la commune Tsiafahy».

---

(1) *Diagnostic Systémique de pays : Madagascar (page 8)*

La culture des fraisiers occupe une place considérable dans le secteur agricole de la commune Tsiafahy. La filière fraise reste encore importante à développer au niveau de la commune, pourtant elle est capable d'accroître les revenus des agriculteurs.

### **3-Question de départ :**

Les questions que nous avons posées d'après le constat sont les suivantes : Pourquoi le secteur agricole ne contribue pas assez au développement de la commune? Comment fait-on pour soulever cette situation? Quel sont les facteurs de cette incohérence? Qui sont les acteurs concerné dans ce problème? En quoi les paysans ont-ils du mal à s'approprié?

En tant qu'étudiant en 3<sup>ème</sup> Année au FPTSD Sociologie section socio-développement. Notre objectif est d'investir nos acquis pour le développement. La question est d'identifier une localité accessible et sans contrainte en terme de communication, des valeurs et normes.

### **4-Etapes de la recherche :**

#### a) Fixation des objectifs

L'objectif global auquel contribuera l'action est de promouvoir le développement durable<sup>2</sup>, se référant à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Le respect de l'environnement, les traditions ancestrales qui permettent de mieux réussir un produit de terroir de qualité. Cet objectif ne sera atteint que dans la mesure où les acteurs de développement soient organisés et dotés de savoir faire approprié et les grouper autour des activités communes. Ce qui nous amène à définir les objectifs quantitatifs et qualitatifs :

- Améliorer le rendement des fraisiers
- Renforcement des capacités des paysans pour atteindre la meilleure qualité de production.

#### b) Phase de la recherche

Tout d'abord la préparation de différentes visites, les approches et les outils adéquats à cette recherche.

#### Les visites de courtoisie auprès des autorités communales :

Des questions permettant de comprendre et d'œuvrer en collaboration avec les personnes ressources concernées.

- Les questionnaires auprès des autorités :

---

(2) ODD (Objectifs de Développement Durable)

Ces questionnaires sont conçus de façon directive en dirigeant les discussions à travers des questions réponses. Notre finalité est de discerner les différents problèmes ou contraintes rencontrées sur le plan socio-économique.

c) Conception des outils :

Les outils utilisés sont des questionnaires, d'entretien directif et semi-directif (focus groupes)

La dynamique de groupe s'avère fructueuse à cette recherche.

L'élaboration de ce mémoire représente les étapes aux progressions de nos activités ; selon le plan suivant :

I<sup>ère</sup> PARTIE : Contexte et objets de l'étude;

II<sup>ème</sup> PARTIE : Mise en pratique des théories et résultat des enquêtes

III<sup>ème</sup> PARTIE : Approche prospective sur la valeur de l'agriculture dans le développement.

**PREMIERE PARTIE**  
**CONTEXTE ET OBJETS DE L'ETUDE**

## **CHAPITRE I : PRESENTATION DU TERRAIN**

Entrée en matière dans les grands chapitres de cette première partie du travail de mémoire. Elle est divisée en trois grands chapitres.

Ce chapitre va expliciter et situer la commune de Tsiafahy au niveau national et régional. Il examine ensuite l'historique de la localité. Il présente enfin des données concernant la monographie.

### **Section 1 : Contexte**

Au niveau international : Madagascar est actuellement classé parmi les pays sous développé, c'est le seul pays au monde où le revenu par habitant a fortement baissé<sup>3</sup> entre 1960 et 2010 sans qu'il y ait eu guerre civile ou conflit violent.

Au niveau nationale : l'engagement au plus haut niveau de l'Etat ; l'adoption du Politique Général de l'Etat, le plan stratégique National pour le développement retracé dans les 17 objectifs majeurs de l'ODD sont adoptés comme plan stratégique pour lutter contre la pauvreté.

Au niveau régionale: Pays résolument engagé sur la voie de la démocratie. Madagascar, s'inscrit dès le début des années 1975 dans un processus de décentralisation. La région Analamanga est aussi parmi les 17485 communes dans l'appui à la décentralisation et la promotion du développement. Chacune de ces communes compte environ 20 FKT.

Située à 21 km de la Capitale, District d'Antananarivo Atsimondrano, ayant une superficie de 58,54 km<sup>2</sup>, la commune de Tsiafahy est peuplée de près de 17357 habitants, l'année 2015, une commune dominée par les agriculteurs, qui occupent environs 90%<sup>4</sup> de la population active de la région.

La coopération engagée avec la ville de Port-Louis(Maurice) une commune jumelle à se baser sur les acquis de ces communes en matière d'intercommunalité. Elle est dotée de forte identité géographique, historique, culturelle. Ce territoire dispose également de filière économique porteuse dont l'agriculture, la pêche, le tourisme. Mais la commune de Tsiafahy n'est pas bien organisée pour sa mise en valeur. Alors que le taux de pauvreté de la population de cette zone figure parmi les plus vulnérables de la région.

---

(3)<http://rovahiga.over-blog.com/article-economie-malgache-pas-de-croissance-stable-et-notable>

(4)INSTAT. La structure sectorielle de l'économie reste figée et ne connaît pratiquement pas d'évolution positive.



## **1- L'origine de l'appellation Tsiafahy**

L'histoire se remonte à l'époque monarchique de l'Imerina, d'après les informations de bouches à oreilles. Dans le temps ce village d'un territoire limité y vivaient les membres d'un clan qui s'appelle « Takady ». Ce nom provient du nom du Chef de clan Andriantakady et par le fait que l'ancien village en Imerina est entouré par des « hadivory » (hady) c'est une énorme pente escarpée. Le vohitra ou village historique est aussi constitué par une gigantesque porte en pierre en forme de cercle. Pendant son règne Andrianampoinimerina essaie de conquérir tous les royaumes malagasy et le territoire des Takady en fait partie du but de prise de pouvoir.

Or les peuples ont refusé de s'unir avec cette idée, de même que le chef du clan Andriantakady.

Mais Andrianampoinimerina en possession d'arme à feu procurée par les Anglais et avec sa nature optimiste décide, avec ambition déterminée d'attaquer avec sa troupe. Ils attaquent mais cela reste en vain. D'autre part les habitants Takady cherchent à tromper leurs ennemis en faisant la riposte et se déguisant comme des femmes portant des cruches en argile sur la tête. De leur côté une tentative d'escalade à la porte d'entrée principale par les ennemis mais les Takady arrivent à riposter par le fait de renverser de l'eau bouillante sur ces derniers.

Ensuite malgré le résultat; la troupe d'Andrianampoinimerina a changé de stratégie par le « fahirano » une sorte d'embargo, au sens strict. C'est couper l'approvisionnement en eau ; cela dure longtemps mais ce qui est étonnant, l'activité quotidienne de la population takady continue encore parce qu'ils ont déjà prévu une conduite d'eau souterraine au cas où il y a coupure ou pénurie. Quelques parties de la troupe ennemie décident de se reculer vers une colline un peu plus au Nord Est pour y réfléchir. Le fruit de cette réflexion est l'origine du nom de cette colline « Tsaravinany », ils ont l'entourée d'un autre « hadivory » tout autour à 50m du portail pour couper la circulation et mieux conquérir le village. Le stratège d'Andrianampoinimerina a été bel et bien fructueux, il avait rénové le plan du village la création de sa résidence bien assainie. Le milieu ne manque jamais d'eau d'où son nom « tsyafa-drano », abrégé à « Tsiafà », devenu plus tard « Tsiafahy ». Le mot trouve son origine, avec les deux(2) sens, d'un côté : on ne fait pas le fahirano dans ce lieu, et de l'autre : tsiafadrano (l'eau ne se tarit pas).

Tsiafahy est un chef-lieu pendant la période monarchique, étant une circonscription lors de

la période coloniale et durant la II République, prend l'Union avec le Fokontany de Tsararivotra mais qui ne dure pas assez longtemps pour revenir au nom respectif Tsiafahy lors de son changement en commune.

Les premiers venus sont d'origine Merina ; selon la source, une partie de cette colline est occupée par une minorité de population qu'on nomme Zafimbazaha, selon encore l'histoire, ce sont des métis Arabes entrés dans le Sud-est de Madagascar, leur origine est Antemoro. Donc c'est pour cette raison qu'on a pris le nom « Zafimbazaha » (descendant d'étranger). Là aussi se trouve le lieu de villégiature de la Règne RANAVALONA I à Tsinjoarivo pour ses week-ends, prendre son temps avec ses sujets à Iharanandriana, on l'appelle aussi la « Porte de l'Imerina ».

## **2- Histoire du petit « fruit rouge » devenu la renommée de Tsiafahy/Ambatofotsy**

De préférence, on parle ici de la culture de fraise car c'est ce que nous espérons apporter une élaboration. L'histoire du petit fruit rouge remonte dans les années 30 environ 1930 à 1940. Un jardinier d'un « vazaha » qui s'appelait RAKOTONDRASOA Panoël après avoir nettoyé le jardin avait emporté chez lui quelques stolons de fraise à Ambatofotsy. C'est à ce moment là qu'il y en avait des fraisiers cultivés par des Malagasy. Actuellement certain parle de ses variétés, comme fraise malagasy ou fraise raisin, parce que ce sont les très anciennes ou la première variété existante à Madagascar. Actuellement ce fruit de bonne réputation d'Ambatofotsy est même bien apposé sur le drapeau de la commune.

## **Section 3 : Monographie de la commune rurale de Tsiafahy**

### **1 - Situation<sup>5</sup> géographique et délimitation administrative**

La Commune rurale de Tsiafahy est l'une des 26 Communes composante du District d'Antananarivo Atsimondrano. Elle se trouve à 21 km du Chef lieu de District et de la Capitale de Madagascar, elle est traversée sur 3,81km par la Route Nationale n°7 et sur 2,4 km par le chemin de fer menant vers Antsirabe, actuellement non fonctionnel. Elle est délimitée :

- au Nord par la Commune de Bongatsara et la Commune d'Ambohijanaka;
- au Sud par la Commune d'Ambalavao;
- à l'Ouest par la Commune d'Ambohijoky;
- au Sud- Est par la Commune d'Ambatofahavalo;

---

(5) Plan Communale de Développement Tsiafahy

▪ et à l'Est par la Commune de Masindray et la Commune d'Ankadinandriana (Communes du District d'Antananarivo Avaradrano).

La Commune de Tsiafahy couvre une superficie de 58,54 km<sup>2</sup> et comprend quinze (15) Fokontany, à savoir : Ambatolokanga, Ambatofotsy, Ambohaja, Ambohibololona, Ambohikely, Ambohimiadana Nord, Andrefandrano, Ankazobe, Ankorondrano, Avarabohitra, Masomboay, Soamanandray, Soavina, Tsiafahy, Vatovaky. Le Chef-lieu de la Commune se trouve à Tsararivotra dans le Fokontany d'Ambatofotsy.

## **2 - Relief**

Les Parties centrales et Nord- Est, dominées par une chaîne montagneuse dont la Mahalaina, son point culminant atteint 1.576 m d'altitude. Cette zone aride et rocheuse, à vocation forestière. De la plaine d'Ambohaja jusqu'à la plaine d'Ambohikely y compris Bemasoandro, constitue le point bas de la zone. Elle est caractérisée par des sols fertiles et argileux, dépôt alluvionnaires de la rivière Sisaony, favorable à des cultures maraîchères, rizières, et de champs de fraisiers.

## **3 - Hydrographie**

Deux grands fleuves traversent la zone : la Sisaony et l'Ikopa.

La Sisaony sillonne la partie Sud sur 10 km et joue un grand facteur sur la vie des paysans et des agriculteurs. D'une part, elle participe à la fertilisation des sols grâce aux résidus qu'elle y dépose au cours de la montée des eaux, et d'autre part, elle est un réservoir d'eau pour l'irrigation des rizières au début de la saison. Il fallait aménager ses cours d'eau par l'entretien des pentes.

L'Ikopa traverse la partie Nord- Est et constitue la délimitation géographique avec le District d'Antananarivo Avaradrano. Elle est moins courte que la Sisaony car sa longueur n'atteint que 4 km, cela facilite la pratique de la culture de contre saison.

## **4-Forêt, reboisement et végétation**

Les espèces des plantes et des végétations sont donc pauvres, aucune forêt naturelle. Pinus et Eucalyptus dominent les plantations anciennes de 441 ha par la collaboration avec le projet Suisse et 37 ha des reboisements individuels. 30,92 ha reboisés lors de la collaboration avec AFIBERIA. Actuellement, presque les deux tiers de la superficie de la commune sont recouvertes de steppe.

## **5-Climatologie**

Le climat de la Commune de Tsiafahy ne diffère pas de celui de la Capitale : de Mai à Août il fait très froid, de Septembre à Novembre il fait chaud, de Décembre à Février il

pleut beaucoup car c'est la période cyclonique et de Mars à Mai le climat est modéré. La température moyenne annuelle est de 19°C. Les données sur la pluviométrie ne sont pas disponibles.

### **6-Situation démographique**

Le nombre d'habitants, au 31 décembre 2015 s'élève à 17 357 âmes, avec 52,94% sont des femmes. La densité démographique est de 297 habitants au km<sup>2</sup>

Nombre de ménages : 2 556. La taille moyenne du ménage tourne autour de 6 à 7 personnes

### **7-Situation administrative**

L'Administration de la commune Tsiafahy est assurée par les organes suivants :

Conseil communal 7 : président, rapporteurs, conseillers ;

Comité exécutif 8 : maire, adjoints, secrétaire général, Financier ;

Contrôle de légalité 1 : délégué d'arrondissement administratif.

Les formes de l'activité administrative sont diverses : décision, exécution, contrôle..., et leur mission aussi : police, services publics...

Enfin l'administration est soumise à un régime juridique particulier : le droit administratif. Ce régime juridique spécial dérogatoire du droit commun est justifié par la mission de l'administration : assurer l'ordre public et l'intérêt général qui prime sur celui des particuliers.

### **8- Structure organisationnelle des associations**

Des associations paysannes: des usagers d'eau, des producteurs, des pêcheurs, des collecteurs de sable, des jeunes.

### **9- Structure politique**

Avec les neuf (9) partis politiques légalement implantés à savoir : AREMA, AVI, FAMPANDROSOANA, KTMM, LEADER FANILO, TAFA, TGV, TIM et le HVM.

### **10- Activités économiques**

L'agriculture constitue la principale activité économique de la population. Viennent ensuite, parmi les plus importantes, l'élevage et l'artisanat.

a) Agriculture

Les zones à forte potentialités se situent généralement le long des rivières Ikopa au Nord et Sisaony au Sud. Ce sont des plaines fertiles ayant l'aptitude à toutes activités agricoles toutefois inondables. La riziculture est la principale activité agricole, riziculture irriguée dans l'ensemble des périmètres, parfois du repiquage en ligne nécessitant des matériels de production encore rudimentaires.

Dans la plupart des cas, la production rizicole est destinée à l'autoconsommation et n'arrive à tenir que pendant six à huit mois par an.

En ce qui concerne les cultures de contre-saison, on peut citer parmi les plus pratiquées : la fraise, les petits pois, les pommes de terre, les tomates, les carottes, les haricots, les brèdes et les choux. Ces cultures légumières sont en général destinées à la commercialisation, devenue la renommée de la Commune de Tsiafahy. En effet, elle est l'une des principales sources de revenus des paysans de cette commune. Le Réseau Fivoarana Développement (RFD) va appuyer l'amélioration de la qualité et la promotion de la filière fraise.

Les cultures vivrières se situent sur les baibofo et/ou sur tanety. A part les maïs et les arachides, existent les cultures de types racines et tubercules comme les patates douces, igname (le saonjo) et le manioc.

D'autres arbres fruitiers (les pêchers, les manguiers, les bibassiers...) sont aussi parus autour des villages, sur les bas de pente et au niveau des vergers mais leur pratique reste encore très limitée malgré l'aptitude des sols à l'arboriculture fruitière. PROTANA actuellement encadre des paysans pour la relance de l'arboriculture fruitière. Le RFD contribue aussi à la fourniture des plants pour les jeunes mariés au niveau de la commune. Il faut également signaler que l'horticulture est très répandue dans les Fokontany d'Ambatolokanga et de Vatovaky. Les fleurs dans la plupart des cas sont vendues à Anosy et constituent une part de revenu non négligeable pour la population de ces zones.

b) Elevage

C'est une activité secondaire qui contribue faiblement dans les revenus des ménages. Les problèmes d'alimentation sont des facteurs bloquants pour ce type d'élevage car les bœufs ne reçoivent que du manioc comme complément d'aliments. En général, les bœufs sont utilisés pour alléger les travaux agricoles et sont rarement vendus.

Presque la totalité des ménages pratiquent de l'aviculture. Les volailles sont composées de poulets de race locale, d'oies et de canards. La pratique de cet élevage est considérée commune une habitude pour chaque foyer qui dispose au moins de 5 volailles.

Le ménage pratique également l'élevage de lapin qui reste encore très limitée.

Seul un Technicien du Service de l'Elevage tenant le Poste vétérinaire à Ambatofotsy assure l'encadrement de la Commune d'Ambatofahavalo, de la Commune d'Ambalavao et de celle de Tsiafahy. En plus, ce Poste ne dispose pas ni de médicaments ni de réfrigérateur pour conserver les vaccins.

c) Artisanat

Parmi les types d'artisanat les plus pratiqués sont :

Couture et broderie, tissage, vannerie, briqueterie, maçonnerie, menuiserie, coiffure, soudure électrique, vulcanisation, sculptures sur bois,

Les produits issus de la broderie sont généralement vendus à Antananarivo

d) Commerce

Deux grossistes patentés basés à Ambatofotsy assurent le ravitaillement de la population en produits de première nécessité. Des petites épiceries détaillantes existent dans chaque Fokontany. En totalité 96 détaillants dont 38 ne sont pas patentés.

## 11 - Données sociales

a) Enseignement et Education

Le taux de scolarisation est relativement élevé : 80 à 90% des élèves scolarisables sont scolarisés. Mais le niveau de l'enseignement est assez bas car la plupart des enseignants n'ont pas acquis des formations pédagogiques adéquates.

Le manque de matériels didactiques et de documents pédagogiques s'ajoute à ce problème. Une diminution notable du nombre d'élèves dès qu'ils montent au niveau secondaire pour deux principales raisons :

- les parents, sans les moyens financiers nécessaires envoient leurs enfants dans les établissements publics;
- Le taux d'abandon scolaire après la classe primaire est très remarquable , les enfants deviennent force de travail primaire dans l'exploitation agricole.

Il n'y a pas de discrimination de sexe de la part des parents quant à l'enseignement des enfants. Au même titre que les garçons, les filles jouissent le plein droit d'aller à l'école.

Les résultats pour l'obtention des diplômes officiels sont relativement acceptables. Mais quand il s'agit de concours c'est à dire avec les étudiants des autres Communes, le résultat présente une nette régression du taux de réussite.

b) Sports et loisirs

Après le football, le basketball est le sport préféré par les jeunes. Il existe cinq (5) terrains de basketball dont un (01) dans l'enceinte du Bureau administratif de la Commune; un (01) dans l'enceinte de l'Ecole FJKM Soamanadray Fitiavana; un (01) dans l'enceinte de l'Ecole FJKM Tsaramanga Vaovao ; un (01) dans l'enceinte de l'Ecole Privée La Shékinah Ankorondrano et un (01) dans l'enceinte du CEG Tsararivotra Ambatofotsy Gare. Un (01) pétanque se trouve dans l'enceinte de la Commune. Une (04) salles de projection de vidéo se trouvent à Ambatofotsy.

**12 - Infrastructures sociales**

Infrastructure pour désigner l'ensemble des installations nécessaires à une activité, à la vie en un lieu. En effet, la présence d'une infrastructure sociale dans une communauté vise à l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires. Ce sont des installations nécessaires et utiles pour le milieu et qui contribuent à l'épanouissement des individus.

Les infrastructures existantes :

Tableau des infrastructures :

<b>TYPES</b>	<b>NOMBRES</b>	<b>LOCALISATIONS</b>
<b>Sécurité publique</b>	(1) Poste avancé de la gendarmerie (14) Gendarmes (1) Centre pénitencier (26) Polices pénitentiaires	-Ambatofotsy  -Avarabohitra
<b>Points d'eau</b>	(9) Bornes fontaines (168) Puits	-4 :FKT Avarabohitra 3 : FKT Ambohimadana 2 : FKT Tsiafahy
<b>Marché</b>	Marché hebdomadaire presque inexistant.	Des détaillants groupés à Ambatofotsy
<b>Sanitaire</b>	(2) CSB II	-Ambohimadana -Tsararivotra
<b>Educationnelle</b>	Pré-scolaire(8) ; EPP (14) ; CEG (2) ; collège privé(6) Lycée public(1) et privé(4)	Les écoles privées se trouvent seulement à Ambatofotsy et les écoles publiques couvrent toute la commune.
<b>Électrification</b>	Par ménage, non pas publique	FKT :Tsiafahy,Ambatofotsy,Ambohaja,Soamanadray,Ankorondrano
<b>Barrage</b>	Seulement 7% des rizières bénéficient d'irrigation plus ou moins maîtrisable	Ambohimamory Ankarefo Ankazobe Andranonandriana
<b>Poste/ communication</b>	Les opérateurs téléphoniques existants : Airtel, Telma, Orange Un bâtiment de la poste	Dans la commune  Ambatofotsy
<b>Ferme</b>	Poulaillers dans tous les fokontany	<u>Remarque</u> :les types de ferme ne sont pas tout à fait à la norme.

Source : MDL(Tableau n°1)

Face à ces différentes infrastructures encore insuffisantes pour satisfaire la demande publique, les infrastructures hydro-agricoles sont très importantes pour le développement rural, les infrastructures sociales se laissent à désirer pour le bien être social.



## **CHAPITRE II : ASPECT THEORIQUE DE L'ORGANISATION DANS L'AGRICULTURE**

### **Section 1 : Conceptualisation**

#### **1 - Cadre théorique ou revue de littérature**

La sociologie doit comprendre, puis expliquer l'action sociale c'est-à-dire les acteurs et leurs actions, ensuite expliquer pourquoi tel sens a conduit à telle ou telle action.

##### a) Comprendre les faits sociaux et les expliquer

On fait appel aux fameuses Règles de Durkheim<sup>6</sup> et à cette phrase : « il faut traiter des faits sociaux comme des choses, c'est-à-dire à l'opposé de l'idée, connaître de l'intérieur...comme connaître par voie d'observation et d'expérimentation » (Expliquer le social par le social). Pour Emile Durkheim les meilleurs outils sont la statistique et le comparatisme. En bon positiviste, il compte s'appuyer sur la science pour réformer la société ; comme le passage de la solidarité mécanique en solidarité organique. La solidarité mécanique reflétée dans le modèle traditionnel, la similitude des individus fait qu'il n'y a pas de conflit portant sur les valeurs et les normes de la société. La spécialisation fait que chacun a besoin des autres.

Continuer par Max Weber<sup>7</sup> sur l'intérêt de la démarche qui introduit la méthode compréhensive par : « la compréhension, l'interprétation, l'explication du fait social ». Ainsi, dit-il, c'est par empathie qu'il faut se représenter le sens d'une action sociale même si cette méthode ne suppose pas nécessairement de partager les motifs, le contexte ou l'histoire des sujets « Nul besoin d'être César pour comprendre César ». Avec la rationalisation des activités sociales comme principe, ce qui permet d'atteindre l'objectif au moindre coût. Une rationalisation qui n'aurait pour but que d'être rationnel conduirait à la tyrannie. Pour être viable, la rationalisation des sociétés doit continuer d'être guidée par des valeurs qui sont un idéal-type, car c'est une action rationnelle en valeurs. La réalité sociale ne peut s'expliquer uniquement par des liens de causalité comme c'est le cas dans le domaine des sciences naturelles. Weber postule que la sociologie, l'histoire et l'économie sont des « sciences de la culture ». Elles doivent être étudiées selon une méthode propre et traits caractéristiques d'un phénomène social. Pour Durkheim, à la différence de Weber, les faits sociaux doivent être analysés comme des choses que l'on observe et permettent de les étudier scientifiquement.

---

(6) Delas, J.-P., & Milly, B. (2005). Histoire des pensées sociologiques. Paris: Armand Colin.

(7) Fleury, L. (2001). Max Weber. Paris: Presses universitaires de France.

Une telle mise au point permet de réfléchir sur les conditions de la modernité. Il distingue deux manières de construire une société<sup>8</sup>, c'est-à-dire de créer du lien entre individus : la première est appelée « communautaire » dont les actions individuelles sont dirigées par la routine, les émotions ou encore la rationalité en valeurs que la coutume est le moteur de sa régulation, et la seconde « sociétaire » dans la société moderne au sens économique du terme, fondée en raison de la libre volonté et du sentiment de chacun de parvenir à une fin rationnelle. L'ordre est garanti par les conventions, le droit. C'est une rationalité légale puisqu'elle découle de la loi, afin de faire à l'économie le but de l'explication de l'action humaine, étant donné l'existence de conflits entre différents types de besoins.

b) La notion de circuit économique

Le circuit économique est l'un des outils basiques de l'analyse économique. Il apporte une représentation schématisée de la circulation de flux de richesses (monnaie, biens, services, mains d'œuvre) entre des pôles (production, consommation). Les agents économiques sont tous en relation les uns avec les autres. Par exemple, les ménages en relations avec d'autres agents économiques comme les entreprises, les banques, les administrations, eux-mêmes en relations réciproques. Ces échanges sont matérialisés par des flux. Les flux représentent les mouvements de biens et services et les mouvements de monnaie entre les différents agents économiques.

Alors, le circuit économique<sup>9</sup> est vu comme une représentation imagée et simplifiée de l'activité économique qui permet de décrire, au moyen des flux, les relations essentielles entre les différents agents. Chaque flux est caractérisé par sa nature et le sens du mouvement, représenté, par convention, au moyen d'une flèche orientée.

Dans une économie simplifiée composée d'agents qui produisent (les entreprises) et d'agents qui consomment (les ménages), on peut schématiser la circulation entre eux de la façon suivante :

Les ménages fournissent aux entreprises des services et des biens productifs et ces dernières leur livrent des biens et services : ce sont les flux réels ou matériels:

Ménages ----- Travail -----> Entreprises

---

(8) *Économie et société [1922], trad. franç. Paris, Plon,...*

(9) <http://www.tifawt.com/comptabilite-2/circuit-economique>

La contrepartie de ces flux réels est constituée par les flux monétaire sous financiers qui représentent les échanges d'argent, revenus et dépenses des ménages.

Ménages <----- salaire ----- Entreprises

Les flux sont, en général, réciproques et à un flux réel, le travail par exemple, correspond en contrepartie un flux monétaire, le salaire.

Cependant, certains flux sont unilatéraux et n'ont donc pas de contrepartie. Il peut s'agir, par exemple, d'un flux réel comme le service gratuit d'une administration publique ou le travail d'un bénévole pour une association.

## **2 - Cadre conceptuel**

### **a) Le concept durable dans les processus de développement local**

En 1987 le "Brundtland Report" de l'ONU, publié par un groupe international de politiciens, de fonctionnaires et d'experts en environnement et développement, a alerté le monde de l'urgence d'un développement économique qui pourrait être soutenu sans épuiser les ressources naturelles ou nuire à l'environnement. Ce rapport a fourni une déclaration clé sur le développement durable, le définissant comme: le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des futures générations à subvenir à leurs propres besoins. Le rapport a mis en valeur trois composants fondamentaux au développement durable : la protection de l'environnement, la croissance économique et l'équité sociale<sup>10</sup>.

- Agriculture durable :

Par définition l'agriculture durable est une forme de production écologiquement saine, économiquement viable et socialement équitable. Elle doit aussi correspondre au principe du développement durable : « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de ses générations futures à satisfaire leurs propres besoins ». A partir de ces définitions, l'agriculture biologique est considérée comme étant durable. Dans cette pratique on n'utilise pas de substances synthétiques, les agriculteurs doivent restaurer et maintenir la fertilité du sol et l'équilibre écologique par : l'association, l'assolement et la rotation culturale, la couverture végétale, la fertilisation naturelle et le travail minimum du sol.

---

(10)Badie, *Culture et politique, Paris, Economica (coll. « Politique comparée »), 1993, p14*

La pratique de la polyculture, l'utilisation des variétés et des races locales, et le renoncement à l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) contribuent à la sauvegarde de la biodiversité. Sur le plan économique, l'agriculteur biologique réduit le coût de production par l'élimination des dépenses en intrants chimiques : engrais et pesticides. Ce qui les rend plus indépendant aux facteurs externes à leur exploitation.

#### b) Développement rural

A l'occasion d'une réunion tenue en Afrique de l'Ouest, en 1970, avec l'aide de l'UNESCO<sup>11</sup>, le développement rural a été défini comme « le processus par lequel l'introduction d'une série de changements quantitatifs dans une population rurale donnée permet d'améliorer les conditions de vie de ses habitants grâce à un accroissement de la capacité de production ».

La Banque Mondiale<sup>12</sup>, de son côté, définit le développement rural comme « une stratégie de croissance qui s'adresse à une catégorie de population particulière, à savoir, celle des pauvres ruraux. Il implique l'extension de moyens d'existence dans les campagnes, c'est-à-dire aux petits agriculteurs, aux métayers, à ceux qui n'ont pas de terre ».

En fait, nous ne considérons que ces définitions car elle présente une caractéristique commune qui peut être résumée ainsi : « le développement rural, ce sont des mesures apportant des changements quantitatifs et qualitatifs au sein d'une population rurale, en vue de répondre à ses besoins essentiels, d'améliorer son bien-être et d'engendrer un processus autonome de développement ». Afin d'assurer la disponibilité et l'irréversibilité du processus de développement, ce dernier postule un changement de structure, parlant toujours des pauvres ruraux.

Afin de comprendre pleinement leur situation désastreuse, et l'urgence de l'aide qu'il faut leur apporter en vue de trouver une solution durable à leur problème, nous chercherons à déterminer dans les cas suivants les diverses dimensions, les formes, les facteurs et les caractéristiques de la pauvreté rurale à savoir :

#### c) Pauvreté

Il n'existe pas de définition consensuelle reconnue du concept de pauvreté en dépit d'une abondante littérature sur le sujet. Qu'il s'agisse des courants économistes, des approches sociales, culturelles ou anthropologiques, ou encore du point de vue des

(11) *Le rôle des sciences sociales dans la planification du développement*, UNESCO, 1970, E/CN.14/SWCD. 48. (12) Banque mondiale (2008), « *L'agriculture au service du développement. Rapport sur le développement dans le monde* ». Washinaton. on

d'autres concepts comme ceux du bien-être, de besoins essentiels, de l'exclusion sociale et peuvent être considérés comme pauvres les individus ou les familles dont les ressources sont si faibles, et qu'ils sont exclus par leur mode de vie en dessous du minima acceptable, en dessous de seuil de pauvreté moins de un dollar (1\$ ) par jour.

d) Sécurité alimentaire

C'est le fait de « disposer à chaque instant d'un niveau adéquat de produits de base pour satisfaire la progression de la consommation et atténuer les fluctuations de la production et des prix ». Le terme est ainsi défini parce que le rapport final de la conférence sur l'alimentation<sup>13</sup> où l'expression a été employée faisait état d'une augmentation des prix des produits alimentaires et la résolution était d'encourager l'offre des denrées et de réguler les stocks. Pour la Banque Mondiale, la sécurité alimentaire consiste à l'accès à toutes les personnes à tout moment à suffisamment de nourriture pour mener une vie active et saine. Cette nourriture est adéquate en terme de quantité et de variété, et qu'elle est bien acceptée au sein d'une culture donnée.

e) Ménage agricole

Le concept de "ménage agricole" renvoie scrupuleusement à la définition synthétique que l'INSD<sup>14</sup> donne au "ménage ordinaire", à savoir « l'unité socio-économique de base au sein de laquelle les différents membres sont apparentés ou non. Ils vivent ensemble dans la même maison ou concession, mettent en commun leurs ressources et satisfont en commun à l'essentiel de leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux ». Une telle unité peut constituer un ménage agricole (cas de famille restreinte), elle peut aussi être un sous-multiple du ménage agricole (cas d'une famille étendue, le ménage agricole comprenant alors plusieurs ménages démographiques).

Dans le présent travail, nous entendons par "ménage agricole " (ou ménage tout court), l'ensemble des individus constituant une unité de production et de consommation.

f) Commercialisation

C'est l'organisation sociale des ventes de manière que les consommateurs à faible revenu ou autres consommateurs nécessiteux puissent acheter à des prix plus bas que des groupes plus aisés.

---

(13)HACQUEMAND,J. (2008), « Faim dans le monde et politiques agricoles alimentaires. Bilan et perspectives », étude du Conseil économique et social.

(14)INSD, 2006, pp.11-12

### g) Etat bien organisé

L'Etat de droit est organisé à l'aide de la mise en place de la décentralisation et de la déconcentration, voir même le démembrement de l'Etat, afin de promouvoir l'effectivité de l'unité de l'Etat et le contrôle de l'administration de l'Etat. L'Etat de droit ménage un cadre juridique basé sur le respect de droit et la délimitation de compétence. Promouvoir l'Etat de droit c'est :

- Assurer la sécurité
- Garantir la liberté
- Veiller à la défense
- Réguler l'économie sans étoffer les initiatives privées
- Favoriser l'emploi et l'émergence dans le développement

Sur la structure de la CTD

Parlant de la collectivité : la collectivité doit jouir des statuts juridiques et bénéficie de personnalité morale ; cela nécessite un texte formel, elle ne peut s'exercer que dans les limites fixées par ces textes.

### h) La communication

La "communication" est le processus de transmission d'informations. Ce terme provient du latin « communicare » qui signifie « mettre en commun ». La communication peut donc être considérée comme un processus pour la mise en commun d'informations et de connaissances.

## **Section 2: Problématique et Hypothèses**

### **1 - Problématique**

Comment peut-on agir face aux attitudes des paysans ? Ils rejettent les apports en matière de développement, même par l'effort de plusieurs intervenants.

## **2-Hypothèses**

\_ La réforme apportée au niveau du système de production peut améliorer la qualité socioéconomique des fraisculteurs.

\_ La redynamisation et l'intensification des formations des fraisculteurs peut augmenter la productivité des fraisiers.

## **Section 3 : Détermination des objectifs spécifiques**

Rappel sur l'objectif général de la page deux :

OG : Promouvoir le développement durable dans l'amélioration des organisations paysannes afin d'éliminer la pauvreté.

Suivant la hiérarchie qui part des activités se référant à l'objectif global, on peut déterminer comme suit les objectifs spécifiques :

Améliorer les échanges intercommunales, régionales et nationales et l'accès aux marchés pour investir dans les chaînes de valeur agricole.

\_ Réduire la vulnérabilité sociale et économique de la population de la commune dans le contexte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de changement économique et climatique.

\_ Améliorer durablement la production des fraisiers, la productivité et la compétitivité.

### **CHAPITRE III : METHODOLOGIE ET RECHERCHE**

Nous avons choisi une approche plus rapprochée selon le mode de vie et mentalité des paysans locaux. En adoptant la bonne pratique de communication sociale et signifiante avec des jeunes de la commune et du service technique. On essaye aussi la recherche d'une mise en entente entre situation initiale et situation envisagée, de pratiquer des comparaisons, dans le but d'observer un processus de libération des travailleurs et que l'on s'achemine progressivement vers une société équilibrée. Dans ce cas des paramètres économiques est utile voir l'augmentation de revenu moyen par habitant.

Pour mener à bien cette présentation de mémoire, l'étude a été rédigée selon la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP).

Le MARP vise à renforcer l'autonomie de la population locale, en encourageant les gens à partager, à améliorer et analyser leurs connaissances et conditions de vie, surtout à planifier, agir, contrôler et évaluer. En réalité, un accroissement quantitatif et une amélioration qualitative dans le cadre du système d'exploitation des masses laborieuses.

#### **Section 1 : Outils**

\*Observation directe pour la constatation de la situation

\*Les entretiens et les questionnaires permettant d'adapter la méthodologie et de construire les outils spécifiques aux sujets traités (tableau, rapport)

\*La recherche documentaire (archive à la bibliothèque nationale)

Les rapports/consulter registre, rapport puis entretien avec les interlocuteurs

\*Fiche d'enquête

\*Focus groupe

\*Outils de suivi (consulter les types auprès des ONG)

\*Outils sur la méthode QQQCCP (Qui, Quoi, Où, Quand, Comment, Combien, Pourquoi)

\*Archive photographique /appareil photo/facebook

\*Recherche sur internet



## **Section 2 : Technique d'enquête :**

Technique vivante, technique d'échantillonnage, observation non participante et participative, grille d'entretien et de questionnaire.

### **1 - Observation non participante :**

C'est l'observation des faits sociaux, tout simplement en mode de vision qui constate la réalité existante. C'est par cette technique qu'on puisse voir les modes et pratiques utilisés par la population de ce milieu étudié. Pour identifier les réalités au niveau des agriculteurs, on a préconisé deux outils : fiche d'enquête et focus groupe en collaboration avec des personnes choisies par leur dynamisme et leur niveau intellectuel.

### **2 - Observation participante :**

Elle se fait par intervention pour la mise en pratique des techniques d'enquête, technique d'entretien et focus groupe ; de façon à établir selon les catégories de sujet, tranche d'âge, niveau scolaire, situation socio-économique. L'esquisse a été testée au niveau de quelques paysans cultivateurs de fraise avant d'être finalisée : enquête proprement dite ; exploitation des résultats des enquêtes.

#### a) Technique vivante :

Pendant nos descentes sur terrain, par la pratique des techniques suivantes :

Des entretiens directifs auprès des personnels de la commune, les responsables au milieu et des centres sociaux avec les échantillons et aussi des entretiens libres avec le premier responsable exécutif et les conseillers communaux. Ainsi la pratique de l'observation simple lors de nos descentes afin de comprendre et d'améliorer la condition de vie et de travail de la population cible.

#### b) Technique d'échantillonnage :

Technique de guide d'entretien et de questionnaire, une pré-enquête avant l'enquête proprement dite. Cette pré-enquête a été effectuée dans le but de mieux conduire toute l'enquête et bien formuler les questionnaires, des questions de types ouverts et quelques questions fermes qui nous nécessitaient de réponses bien exactes afin d'obtenir des données statistiques. Des questions indirectes et performées ont été aussi esquissées lors de nos enquêtes pour les questions délicates.

c) Grilles d'entretien :

Elles comportent quelques grandes questions, qui donnent les thèmes que nous souhaitons aborder. Des indicateurs à titre d' « aide mémoire », sont des points essentiels à ne pas oublier. Au cours des entretiens , on est réellement à l'écoute pour ne pas troubler la pensée de la personne interrogée, ne pas intervenir de manière trop brusque dans le récit , et c'est pourquoi les entretiens ne respectent pas toujours la chronologie de la grille .Les entretiens ont été réalisés à différents moments de la journée.

d) Les questionnaires :

Nous avons approché les fraisculteurs qui étaient en plein travail, et dont certains reviennent du travail, suivant des questionnaires élaborés à cette fin. Nous avons interrogé trois catégories de personnes : celles qui ont entre quinze(15) à trente(30) ans ; celles qui ont entre trente(30) à quarante-Cinq(45) ans et celles qui ont quarante-Cinq ans(45) et plus ; des anciens et anciennes techniciens et présidente d'association paysanne. Ceci nous a permis d'apprécier la fréquence de leur expérience dans cette branche d'activité.

Tableau d'échantillonnage :

<b>Catégorie d'âge</b>	<b>Nombre</b>
15 ans à 30 ans	12
30 ans à 45 ans	10
45 ans et plus	4
<b>Totale</b>	<b>26</b>

Ce tableau démontre les différentes catégories d'âge de la population enquêtée. En tant qu'échantillonnage et aussi de ses représentativités. Nous avons voulu tous interroger une centaine de fraisculteurs, mais, seulement vingt(26) ont entretenus à nos questionnaires.

e) Documentation :

Dans les documents écrits et registre ministériel comme référence, ils nous informent la place de l'agriculture biologique, et celle de la culture de fraise :

- Structure institutionnelle de CTD au niveau du Ministère de la Décentralisation
- Des articles juridiques
- Document sur la politique agricole régionale (Région SADC)

Méthodes :

Nous avons déjà abordé la méthode utilisée par l'approche psycho socio-économique

Limite de la recherche :

La première et la plus importante des difficultés rencontrées est celle qui consiste au circuit vers les destinations voulues, parfois inquiétante et très éloignée.

Toute recherche basée sur l'enquête de terrain admet à quelque degré que ce soit des limitations, donc celle-ci n'en saurait être exempte. En outre, le manque de document ou d'ouvrage se référant à la commune de Tsiafahy et celui de fraise peut en quelque sorte constituer un handicap quant à la présentation du milieu d'étude. Mais, malgré la faiblesse de cette approche méthodologique, elle est néanmoins la seule piste pouvant nous permettre d'atteindre les objectifs de ce thème et concernant les hypothèses susmentionnées.

Ce qui importe d'étudier, ce n'est pas simplement la culture du fraisier dans le sens du terme, ce sont les formes spécifiques à savoir: les système d'occupations de terre, la surface cultivée, les trafiquants et les personnes travaillant dans cette zone d'activités; l'attitude des gens : non ouverts et incapables d'y répondre ; la plupart répète toujours la même chose ou demande de l'argent. Il y a aussi des manques sur le plan matériel et financier utilisés lors de l'enquête et pendant le stage.

**DEUXIEME PARTIE**  
**MISE EN PRATIQUE DES THEORIES**  
**ET RESULTAT DES ENQUÊTES**

## **CHAPITRE IV : MISE EN RELIEF DES PROBLEMES**

### **Section 1 : Présentation des problèmes**

Le secteur agricole est au centre de notre étude. Ce secteur, on ne peut pas le négliger, c'est le point essentiel à la réduction de la pauvreté. Les relations des paysans avec cette activité renferment quelques problèmes à savoir :

-L'augmentation rapide du nombre de la population qui pose une grande discussion sur les politiques de gestion de l'espace et d'aménagement du territoire, demeurent un échec dans notre pays. Néanmoins, avec la crise économique persistante, la ville a perdu une partie de son attractivité, tandis qu'un renversement des flux migratoires s'amorce et se traduit par un accroissement de la pression démographique et des litiges fonciers.

-La croissance économique et celle de la population ont connu des rythmes divergents entraînant une baisse des revenus par tête. Cette divergence nous renvoie aux rapports entre démographie et développement<sup>15</sup>, c'est le problème récurrent.

#### **1 - Evolution démographique et développement**

L'augmentation rapide de la force de travail engendre le sous-emploi (l'offre en recrudescence), le creusement des inégalités de revenus et l'extension de la pauvreté. Ainsi se trouvaient justifiées les politiques de contrôle démographique, de planning familial et la contraception.

##### **a) Evolution du nombre de la population**

Année	1998	1999	2000	2009	2010
Nombre de la population	9.923	11.071	13.324	15 231	17 357

(Tableau n°2)

*Source : Donnée du Fokontany Ambohimiadana Nord en 2009. Le taux de croissance annuelle est estimé à 4,41% dans la commune.*

La taille moyenne du ménage tourne autour de 6 à 7 personnes.

D'après le tableau, la population totale se développe rapidement et l'augmentation pour chaque année révolue est bien démontrée. Ce qui nous amène en quelque sorte dans une analyse plus quantitative; car la taille moyenne du ménage reflète une famille très

---

(15) Yves Charbit (dir.), *la population des pays en développement*, Paris, Le document français, 2000, 175p.

nombreuse et que l'occupation des surfaces des habitants par km<sup>2</sup> s'élève à 296 têtes, de même que les grandes villes en Europe qui varient en nombre entre 190 à 210.

## b) Développement conceptuel

L'approche populationniste [mercantiliste] s'oppose à la thèse suivante en s'inspirant de la phrase de Jean Bodin : « Il n'y a de richesses ni de force que d'hommes. » Selon aussi la valeur culturelle malagasy qui met au premier rang l'homme « dictée par le proverbe [l'enfant est une richesse]. » La croissance démographique crée un surcroît de demande<sup>16</sup> qui exerce une « pression créatrice » sur l'offre alimentée par le surplus de population et à travers le progrès technique, entraîne dans son sillage la croissance économique.

De nombreuses études empiriques ont été menées pour tenter d'étayer l'une ou l'autre des deux thèses, mais elles n'ont pas permis de conclure avec certitude sur les conséquences qu'aurait une croissance démographique rapide sur le développement économique.

Cependant, l'interaction réciproque des variables économiques et démographiques reste indéniable. Depuis plusieurs années, la causalité univoque caractéristique des analyses précédentes a cédé la place à une perception causale plus systémique et interactive entre la population, la fécondité, l'éducation, l'environnement... et le développement. Un consensus semble s'être dégagé, au moins au niveau des institutions internationales, selon lequel un taux de croissance démographique plus lent serait bénéfique au développement économique, tout en reconnaissant la nécessité de mettre en œuvre des politiques d'accompagnement concernant l'éducation, la santé et les femmes. En effet, les ressources humaines apparaissent comme un élément déterminant du processus de développement.

## 2 - Culture et développement

Culture et développement sont deux notions difficilement dissociables l'une de l'autre. En effet, la culture est souvent invoquée comme cause déterminante de l'échec ou du succès du développement. Cette corrélation est même devenue incontournable dans le processus de développement, surtout pour les pays moins avancés comme chez nous. Le pays s'appauvrit encore par qui l'effet de la corruption, l'ethnisation du politique,

---

(16) Eric Rougier, « Les conséquences économiques de la croissance démographique : 35 de débats entre orthodoxie et relativisme », DT/33/1999, Bordeaux, Centre d'économie du développement,

la politisation de la religion et la discrimination culturelle entre les membres de la société qui vivaient dans une même communauté délimitée.

Du coup, s'interroger sur le lien qui unit ces deux notions exposées au procès d'intention, en fonction de leurs cultures, les sociétés étant promises à l'abondance et à la démocratie. Ce qui différencie les pays du Nord et celui du Sud qui sont encore dans la pauvreté. Pourtant, la variable culturelle n'a pas été toujours prise en compte dans les études sur le développement, longtemps marquée du sceau de l'économicisme ou caractérisée par le primas des approches institutionnelles et des théories du choix rationnel. Elle n'intègre décisivement le champ de l'analyse qu'à la faveur de la détérioration croissante de la situation économique. Le besoin de définir ce dont on parle s'impose d'autant plus sûrement que l'on a affaire à deux notions éminemment polysémiques et d'un maniement délicat.

La théorisation de la notion de culture doit beaucoup à l'anthropologie, dont elle constitue l'une des préoccupations centrale, comme en témoigne la surabondance des travaux qui s'efforcent d'en donner une définition possible : énumérative, historique, psychologique, structurale, génétique, renvoyant tout peu ou prou à la distinction webérienne classique entre culture et civilisation, l'une relevant de l'humaine, du créé, l'autre du positif et de l'universel. Au contraire, une conception dynamique et interactionnelle de la culture, faisant la part belle à la production des sens, au jeu des acteurs, à l'échange social, au conflit, à la coopération et à l'invention.

La notion de développement est aussi controversée et sa généalogie intellectuelle, aussi longue. En effet, cette notion actualise l'idée de progrès, déjà présente chez les anciens Grecs, mais sans s'y réduire totalement. L'idée de progrès pose que l'homme est en mesure d'améliorer ses conditions d'existence par son activité propre. Sujet de réflexion toujours renouvelé pour la philosophie, le progrès intègre le champ de la sociologie au XIXème siècle de modernisation, elle-même porteuse d'une vision linéaire et téléologique du changement social dont la trajectoire se confondrait avec celle de l'Occident, technologique. Sans y adhérer d'aucune manière, on peut néanmoins admettre que le développement<sup>17</sup>, si connoté culturellement soit le terme, suppose l'existence de dynamiques exogènes, mais en étroite interaction avec des dynamiques endogènes qui le rendent envisageable. Il peut dès lors être défini comme « le processus de changement en vertu duquel une société ou une collectivité accède dans leur ensemble à un « mieux être »

---

(17)G. Hemet, *Culture et développement*, Paris, Presses de Sciences Po., 2000, p. 21.

Il leur permet par là de se réaliser davantage par le biais d'une sorte d'autorévélation et de mobilisation, non seulement de leurs potentialités sous-jacentes, mais également de capacités inédites issues d'une mutation potentialités.

## **Section 2 : Echech du développement durable et consolidation de la prise de conscience**

Il faut dire sans ambages que le développement durable mérite d'être réussi face à la divergence de culture, face au diverses potentialités parce que tous doivent être en complémentarité à travers la consolidation de la prise de conscience. L'Assemblée générale des Nations unies faisait elle-même le constat que les principes de la Déclaration du Sommet de la Terre de Rio et les recommandations réunies dans l'Agenda 21 n'étaient pas appliqués. Auparavant, c'était le programme d'action pour « un nouvel ordre économique ».

Cela peut être causé par le problème d'organisation institutionnelle ; posé entre la relation : collectivité territoriales, Etat, Justice, et bailleur.

Tout le processus de la modernisation s'exprime par l'inefficacité des techniques paysannes et d'organisation sociale et pose comme préalable le progrès dans le milieu rurale la nécessité de leur remplacement, il faut remplacer les structures anciennes par des structures nouvelles, s'organiser entre familles. Donc c'est la préoccupation d'une cellule rétrécie limitée au niveau des villages.

### **1-Lacunes au niveau de la formation technique**

Il serait indispensable, pour être en cohérence avec la nouvelle approche intégrée, de faire la plus large place dans la formation<sup>20</sup> à l'étude des systèmes de production en commençant par l'analyse des systèmes traditionnels, de leur logique et leur rationalité, et en réfléchissant aux modalités possibles du passage de ce système traditionnel à des nouveaux systèmes plus intensifs et mieux équilibrés. Bref il aurait fallu s'orienter vers les formations directement liées à une recherche développement. Or ce que l'on constate, on a continué à donner la priorité à l'agriculture spéciale, cette dernière étudie les cultures de façon analytique sans qu'une place suffisante soit faite à l'approche synthétique, approche indispensable dès que l'on veut raisonner en termes de systèmes de production et à fortiori de systèmes d'exploitation. L'approche sectorielle par cultures d'exploitations et les secteurs agricoles dans leur globalité socio



organisationnel connaissent de manque, voire même absence d'organisation dans tous les travaux à entreprendre, ce qui devient le plus souvent une source de tension et de conflit social, par exemple la mauvaise répartition des eaux d'irrigation, les systèmes utilisés pour les cultures et la responsabilisation de chacun après la récolte.

## **2-Insuffisance au niveau de la formation associative**

On a vu précédemment les conséquences très graves de ce manque de préparation à la gestion, or pour reprendre le terme technique et modèle importé, il faut savoir relativiser la pratique existante au management des projets à restaurer. En fait on a pu constater de moindre réalisation au niveau des institutions de formation pour pallier une telle lacune de savoir et de savoir faire :

- De concertation sur ce qui va se faire
- D'étude préalable, de programmation
- De communication
- De politique nationale d'association

Et d'autant plus le niveau de vie différent des membres ; mauvais remboursement ; détournement de fonds; disfonctionnement interne de gestion (mauvaise répartition des tâches).

Selon la BM « une bonne association de développement peut mieux que la plupart des autres, comprendre et exprimer les besoins de la population, et mettre en place des actions pour subvenir efficacement à ces besoins ».

## **3 - Litige foncier**

Le contexte se présente comme un ensemble de circonstances accompagnant une situation. La prolifération des litiges fonciers au sein de la commune n'est pas le fruit d'un pur hasard, l'économie de Madagascar n'en est pas rien, tout cela constitue sans aucun doute un facteur menant à cette recrudescence malgré l'adoption de la Réforme Foncière<sup>18</sup> en 2005.

La commune Tsiafahy n'a pas échappé à cette péripétie désastreuse. Au sein de la commune, bon nombre de personnes possèdent le droit de propriété par le biais de la succession, d'un achat de bien, d'une donation et de même dû à la perpétration d'une infraction en utilisant des manœuvres frauduleuses.

---

*(18)Définition donné par la loi n°2005-019 du 17 Octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres.*

La violation du droit de propriété engendrent des litiges fonciers. Ces derniers donnent naissance aux divers actions devant les juridictions compétentes mais avant tout, le premier adjoint au maire ait disposé à la conciliation en cas de litige. Il y a différentes formes de litiges fonciers dans la commune Tsiafahy :

- Litiges foncier relatif à un empiètement qui est une action d'usurpation d'une partie de la propriété ou des droits d'autrui.
- Litiges foncier relatif à la l'indivision, la cause la plus fréquent en est l'ouverture d'une succession au profit de plusieurs héritiers.
- Litige foncier relatif au partage à cause d'un partage presque décidé à l'unanimité peut-être mis en cause par un copropriétaire qui se sent victime.
- Le litige foncier assorti d'une demande d'enlèvement des plantations et constructions entreprises sur des parcelles querellées.
- Litige foncier relatif à la désignation des véritables propriétés, c'est-à-dire ceux qui se trouvent dans l'ordre de succession légale.

La plupart des propriétaires fonciers sont des prolétaires et possèdent en totalité une grande superficie. Or, cela se pose comme problème pour les paysans en contrat de bail à cause du démantèlement de la propriété à louer et au moyen de paiement du loyer même si on le paye annuellement. La production agricole reste insuffisante, faute de terrain cultivable et manque de fond d'investissement. Ainsi l'orientation faite par les responsables communales minimise les descensions entre les opposants du litige foncier. Il y en a des personnes qui transforment ou dématérialisent les informations concernant les terres d'autrui. L'ignorance reste aussi un blocage important sur le droit de propriété.

## **CHAPITRE V : RESULTAT DES ENQUÊTES ET AUTRES ASPECT DU PROBLEME**

Dans notre zone d'étude, nous avons pu constater qu'il y a deux groupes sociaux ; celui des autochtones qui habite toute au bord d' RN7 jusqu'à la montagne situé à l'Est, le Zafimbazaha se situe derrière la montagne et limité sous l'appellation d'Ambohimirakitrimera toute autour et enfin Ambohimiadana Nord une orientation Nord-est. Un groupe est un ensemble distinct de personnes réunis dans un même endroit de collectivité de même nature, ayant des caractères communs ou ayant des objectifs communs ou même intérêts. Les groupes recensés dans le village ont un caractère beaucoup plus socioculturel qu'économique.

Le groupe « Zafimbazaha » composé de 5 FKT et Le groupe « Zanatany » par 10 FKT. Ce sont deux groupes socialement contradictoires de leur origine, de leur culture et de leur habitude. En fait un changement de mentalité est très souhaité pour éviter l'exclusion sociale.

Ceci nous amène à introduire les parties sur ces différents aspects :

### **Section 1 : Problème psychologique**

Disparité à cause des cultures et perceptions différentes qui ont un impact dans les milieux de production.

#### **1 - Difficulté d'intégration**

##### **a) Mentalité et valeur morale :**

La partialité, c'est-à-dire envers ceux qui n'habitent pas la région. Les habitants n'aiment pas qu'on leur fasse de promesses sans avoir réalisé, ils pensent que beaucoup d'étudiants font des recherches justes pour leur propre intérêt et s'en vont après avoir obtenu ce qu'ils veulent sans tenir leur promesse. Dans la peur de brusque changement sans être pérenne, plus précisément de changer d'habitude sans être sûr des résultats d'où « laisser d'abord essayer les autres s'ils osent ». Même les deux groupes existant dans la commune ne s'entendent pas vraiment entre eux. Le comportement qui déteste la réussite d'autrui, déstabilise la cohésion sociale existant. Viennent aggraver la situation par le fait de divers sabotages entre producteurs par le fait d'avoir arrosé avec du pétrole les fruits fraises en phase de récolte.

Avec l'ethnocentrisme on peut juger et interpréter le comportement différent des personnes vu leur culture, qui supposent des catégories. Il y a également des stéréotypes, les différences entre membres d'un groupe sont ignorées, les différences entre individus ne sont pas prise en compte. Cela nous empêche souvent de communiquer lorsque nous sommes placés dans un contexte multiculturel. Cela peut amener à ne plus voir les spécificités du groupe. De nombreuses personnes se construisent des préjugés en fonction d'expériences qu'ils ont eues avec un petit nombre de personnes issues d'un groupe particulier ou à partir d'informations acquises. Nous ne devons pas généraliser. Nous ne devons pas stéréotyper. Nous ne devons pas ignorer aucun groupe.

b) Us et coutume :

Le rapport social est réglé par ces pratiques. On prend l'exemple du mariage qui est une tradition basée sur l'affection et le plan économique entre les deux familles. Selon le cas, ces deux groupes vraiment distincts et distancés l'un de l'autre par leurs pratiques, l'exemple du groupe Zafimbazaha qui rend la femme chez ses parents après une semaine de fiançailles. Mais le problème n'est pas la méfiance c'est l'ethnocentrisme provoqué par celui-ci, car d'après notre enquête les Zafimbazaha ne peuvent pas se marier avec les Autochtones d'après la tradition. Sur le plan sanitaire on peut dire que ce sont encore des tradipraticiens, avec leurs « tambavy ». Quand même les enfants s'entendent très bien.

Cette situation devient une contrainte pour la mobilisation de la communauté pour les activités de développement comme par exemple l'adduction d'eau, l'électrification et même pour la sécurité. Cette situation géographique qui influence le comportement des individus : avec une tendance plus libérale chez les autochtones à cause de leur milieu physique (plaine); les choix d'agriculture : interdit de cultiver des oignons et d'élever des porcs chez les Zafimbazaha, l'exclusion peut être due à un trop grand éloignement d'après leur mode de vie. Même avec ces handicapes, le caractère social de la population présente certain tempérament réservé mais avec une soif cosmique<sup>19</sup>.

## **2 - Le modèle de production et leurs psychologies**

Située dans ce contexte social si vague que définit le concept de « société traditionnelle », la question du développement rural apparaît bien transparente. En effet, le paysan que le praticien de la « modernisation » agricole se représente et se propose de prendre en charge dans ce contexte social se réduit à un simple producteur dont les traits

---

(19)Encourager la communication interculturelle rukiyaarobasecugb.edu.com

schématiques sautent aux yeux : ses techniques de production sont rudimentaires. Cependant, les matériels de production utilisés restent encore en général rudimentaires sauf pour quelques agriculteurs plus ou moins aisés qui possèdent de herse, pelles, sarcleuses et de charrues. L'exiguïté des parcelles s'ajoute à ces problèmes et ne permet qu'une faible productivité ; par conséquent, ils produisent peu et vendent peu sur le marché. Tous ces traits traduisent cette distance historique, par l'ignorance des techniques et des méthodes de production ayant permis l'élévation de la productivité dans les sociétés modernes, ils sont en retard. Le développement dans le secteur rural revient alors à combler cette distance qui sépare les paysans de cette modernité. Il faut leur apprendre à mieux cultiver<sup>24</sup> la terre et lui apporter les techniques jugées appropriées et de se mettre en pratique, les orienter à l'étude de vrai besoins et débouchés pour mieux tirer parti du marché. La formation du paysan et l'apport de nouveaux facteurs de production apparaissent, dès lors comme les clés de voûte du problème.

Le producteur rural n'apparaît plus comme un acteur isolé. Mais si les moyens de production sont peu efficaces, le revenu monétaire faible, la qualité de son cadre de vie médiocre par rapport à celle de l'agriculteur de la société industrielle, il apparaît surtout pris dans un réseau complexe de relations hiérarchisées dont les nœuds essentiels se forment non pas dans le village mais à l'extérieur. L'ensemble de ces liens sont, par nature, des liens de dépendance : dépendance du commerçant local, dépendance de l'État qui contrôle l'espace villageois et qui y projette ses volontés d'action à travers ses Choix de production, sa société de développement, ses prix de campagne, mais dépendance également vis-à-vis de l'extérieur, globalement vis-à-vis du marché dominant dans lequel il se trouve inséré. Chacun de ces niveaux de dépendance influence plus ou moins directement avec plus ou moins de force.

Selon les traits schématiques du paysan « traditionnel », Est-il possible en effet d'isoler la faiblesse du revenu paysan de la structure général des prix sur le marché dominant, ou des divers mécanismes de la ponction à l'intérieur, mécanismes qui sont eux-mêmes intimement liés à ce marché, que la ponction soit opérée par l'État ou par le commerce privé ? Et peut-on expliquer le bas niveau des revenus des paysans uniquement par la faiblesse des rendements, le faible volume du surplus libéré pour le marché ou par la qualité du produit souvent considéré comme médiocre, ou le faible niveau d'utilisation des facteurs modernes de production ?

Production ancienne comparé avec une exploitation massive

Culture mélangé



*Photo 1*

Culture uniformisé



*image 1*

Source : MDL 2015 Source : Manolada-Ilia-Gr

- Le modèle qui se trouve sur l'image1 représente celui pratiqué dans la commune. Pratique, sur l'économie de l'espace est bien pour l'agriculture biologique.
- Le modèle qui se trouve sur l'image2 montre la nouvelle pratique semi-moderne de plantation qu'on peut le classer de vrai « exploitation. »

Les paysans espèrent obtenir quelque chose facilement, « instantané ». Alors ils attendent toujours la gratuité. Après les passages de plusieurs intervenants comme : compagnie Suisse ; le JICA (japonais), AFD (français) etc.... qui les ont aidé financièrement et techniquement. Mais à présent les modes de productions ne reflètent aucun progrès au niveau de savoir faire ni de savoir être. C'est le retour vers la tradition qu'on constate actuellement. Les techniques proposées ne s'enracinent pas et surtout ne s'entendent pas d'elle-même. Elles cessent quand cessent les « appâts » ou quand l'encadreur part ou bien les paysans pensent faire plaisir aux autorités. Tel est en effet le vice essentiel de cette action globale.

## **Section 2 : Problème politique**

La masse média est un moyen d'information et d'éducation pour la population, mais actuellement des gens utilisent les masses média dans des fins politiques, moyen de déstabilisation de pouvoir et deviennent de vrais outils des politiciens.

### **1 - Exercice du pouvoir**

L'existence des structures bien spécifiées marque le caractère d'un Etat bien organisé, cela comprend trois pouvoirs bien distincts à Madagascar :

-Pouvoir Exécutif

-Pouvoir Législatif

-Pouvoir Judiciaire

Vient ensuite le système d'administration qui consiste à déléguer certain pouvoir de l'Etat central au niveau local. Le but c'est l'administration de proximité par la décentralisation.

La décentralisation est loin d'être effective à Madagascar. Le développement local relève d'une utopie sans l'effectivité de ce concept. En effet, la mise en œuvre de la décentralisation ne se limite pas seulement à une allocation des fonds du CTD mais requiert une volonté politique : celle de rendre effectif le transfert des ressources et en particulier l'autonomie financière dans la gestion dudit fonds. Jusqu'ici, les fonds destinés aux communes ne représentent qu'une part insignifiante du budget de l'Etat, même pas 1%, ce sont les CTD qui se débrouillent afin de couvrir leur dépense, notamment le paiement du salaire de leur personnel. La situation est déplorable et prouve qu'il n'y a pas de décentralisation effective. Les crédits alloués aux communes devraient au moins représenter jusqu'à 10% ou 20% du Budget de l'Etat. Bref la gestion au niveau des communes devrait être révisée. Les détournements sont de nos jours sujets polémiques sur l'allocation de fonds à travers les CLD. Il faut faciliter le déblocage mais en même temps l'Etat doit mobiliser l'IGE.

### **2 - Difficulté dans l'organisation et institutionnalisation**

L'absence générale de discipline sociale est un caractère infirme sur le plan institutionnel. Cette absence de discipline se traduit par des carences législatives, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre et le respect de la loi : absence d'obéissance aux règlements et directives édictées par l'autorité, fréquentes collusions entre cette autorité, les individus puissants, et les groupes de personnes dont elle devrait

contrôler les actes, et enfin tendance sensible dans toutes les couches de la population, à résister au contrôle de l'autorité publique et à ses voies et moyens. Le concept d'Etat mou inclut aussi la corruption, phénomène qui paraît aller de pair avec la croissance dans les pays pauvres. Or, en absence d'une plus grande discipline sociale, le développement se heurtera à d'énormes difficultés, et en tout cas, se trouvera retardé.

Par exemple, une construction illicite d'une maison, sans permis de construire et son emplacement trop avancé dans la route. L'autorité communale essaye d'avertir le constructeur pour qu'il arrête les travaux. Or ce dernier élève la voix de ne pas arrêter et de menacer en retour l'autorité représentative municipale.

Corrélativement à cette impuissance organisationnelle, l'Etat et la commune entretiennent peu de relation entre eux. Autant leurs rapport sont denses autant la pauvreté s'afflige, du moins décevante. La difficulté majeure qui affecte cette relation tient en général aux manquements de responsabilité. Parmi les plus élémentaires de ces manquements, il faut citer le non versement des impôts et la non protection des biens communs.

### **3 - La mauvaise gouvernance et l'organisation paysanne**

Nous savons qu'au niveau local quand on parle de communauté rurale, la première idée qui arrive en tête est l'agriculture. La population de la Commune Tsiafahy est aussi des agriculteurs mais à faible mobilité d'organisation.

Le trait majeur marquant cette mauvaise gouvernance, pendant la troisième République, la commune de Tsiafahy a déjà choisi d'exporter des fraises à l'île Maurice et en Afrique du Sud, mais le responsable de la chambre de commerce a dévié les partenaires vers Ambatofahavalo. Actuellement le programme de l'Etat ne dispose que peu de place pour le secteur agricole dans la commune Tsiafahy, vu l'absence de ses deux techniciens agricoles: SDR et CDR. Il n'existe aucune politique de mobilisation sociale pour rendre compte sur les contraintes face à l'espace des terres cultivées, d'autant plus par des moyens de production archaïque et traditionnelle avec l'inexistence d'agent vulgarisateur et la non continuité de formation. Cela engendre la faible connectivité sociale suite à un problème de communication. Tout ce qui résulte le recul des investissements face à l'état actuel des infrastructures économiques (routes et agriculture) et sociales (santé et éducation).



Infrastructure non fonctionnel :

Château d'eau (Photo n°2)



Source : MDL 2015

La non prise en compte de l'entretien des matériaux et biens essentiels de la commune ou plutôt du bien commun, la bonne gouvernance laisse à désirer si on voit l'image de ce château d'eau ici présent parce que cette infrastructure n'est pas loin, c'est juste au devant du bureau de la commune.

L'absence de stratégie ambitieuse pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité économique des groupes mal considérés. Le non fonctionnement des associations et manque de marché ouvrable pendant toute l'année participent à l'aggravation des situations d'insécurité alimentaire, de la malnutrition, ainsi que le problème d'irrigation. Tous les systèmes utilisés ont vraiment des conséquences réelles sur la production.

Puits utilisé par les agriculteurs (Photo n°3)



*Source : MDL 2015*

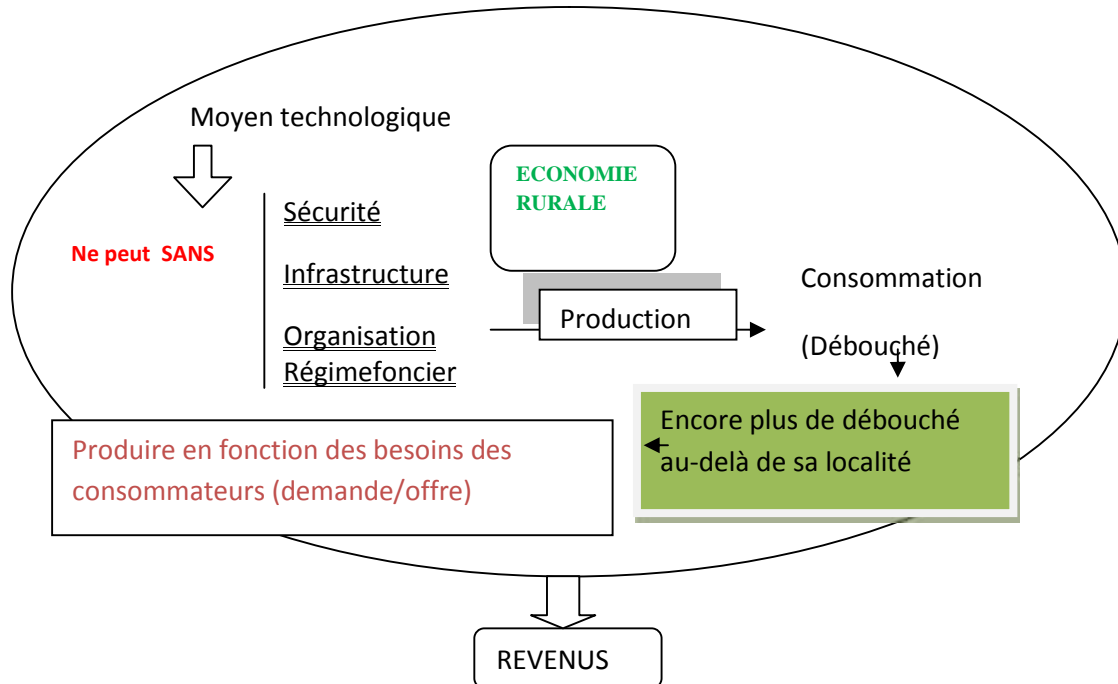
Dans le cadre sociopolitique, le type de production traditionnelle est un système incohérent par ses processus de persistance. La présence des amibes et particules vus et sus qui pourraient salir l'eau comme sur l'image ci-dessus. Des bassins et puits ont été construits en faveur de la population en vue de la consommation et de l'irrigation. Mais actuellement ces infrastructures que ce soit agricoles ou autres se détériorent peu à peu, puisqu'il n'y a pas de politique de modernisation capable de les orienter. Peut-être que le manque de rationalité économique et solidarité sous un sentiment d'appartenance n'engendre que des gâchis décourageant de la façade éthique. Ce qui explique des contraintes au développement négligé.

**Section3 : Economique**

Par la faiblesse d'une ouverture économique pour assurer un minimum vital à l'ensemble de la communauté, les règles se voient toujours suffisamment flexibles ou interprétables pour évoluer. Les économistes mettent l'accent sur l'interdépendance entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Les tenants de cette conception vont les conduire à accorder une grande place à l'économie globale et au divers marché, certes les marchés agricoles et à travers eux la détermination du revenu des agriculteurs présentent des spécificités. Citons par exemple des caractères aléatoires de la production et le caractère périssable de nombre d'engrais avec corollaire les fluctuations des prix.

## Ingénierie social

### ◆ Circuit de développement (figure n°1)



*Source : Leçon économie rurale*

L'économie rurale est considérée comme la science de l'entreprise agricole qui a son système d'exploitation et ses moyens de mise en œuvre en respectant bien entendue les exigences techniques. Ce que nous voulons actuellement c'est le croisement entre cette technique et la politique afin d'aboutir au DSL.

### Autres aspects du problème économique

On peut voir les problèmes sous d'autres aspects à savoir :

#### **1 - Approche genre**

De façon générale, tout accroissement des inégalités freine la réduction de la pauvreté. Si, de plus, on introduit les inégalités, sexuée ou de genre, on remarque que les femmes subissent à la fois les inégalités concernant l'ensemble des personnes dans une société, mais en plus elles doivent surmonter les obstacles dus au fait d'être femmes

Les femmes sont vues comme mère et épouses impliquées seulement dans les travaux ménagères mais non pas dans les activités de production. Dans le point de repère sur le développement du genre : le processus de développement continu de refléter la prédominance de l'analyse économique supposé neutre en matière de genre.

Par exemple, les femmes sont souvent des aides dans la production agricole mais qui n'ont que peu de « pouvoir d'expression » pour participer aux décisions, entre autre comme :

La discrimination économique, le salaire du genre masculin plus élevé par rapport à celui du genre féminin. Faiblesse d'accès à l'équipement ,droit foncier réduit pour eux et peu d'accès aux systèmes d'épargne et de crédit pour les femmes vivant dans le milieu rural.

Les niveaux de formation plus bas pour les femmes, mauvaise santé en raison de l'absence de soins, en particulier au niveau de la santé reproductive qui sont plutôt exorbitant de leurs moyens.

Les mauvaises conditions de travail et l'exposition à diverses formes de violence convertissent l'espace du travail en un lieu où surgissent de nouvelles relations de domination, sur la base des rapports sociaux de classe et de sexe.

Le développement de l'agriculture à haute valeur ajoutée a été accompagné par le surgissement d'une offre d'emplois très précaire. À côté des caractéristiques du secteur productif et des dynamiques d'intermédiation au sein du marché du travail, l'attention portée à la division sexuelle du travail et aux dimensions idéologiques qui l'accompagnent, nous a permis d'affiner la compréhension des relations de pouvoir qui sont sous-jacentes au fonctionnement de ce marché. L'identification des femmes comme des sujets sociaux qui ne sont pas censés «travailler» hors du foyer, dévalue le travail salarié des ouvrières. Tout cela influe sur les modalités d'insertion des femmes à la contribution dans la production.

## **2 - Contrainte d'accessibilité au service de santé**

L'impact social réalisé sur le système de soin de santé : des groupes pauvres ont mis en évidence la nécessité des mécanismes permettant d'impliquer les usagers et de faire le suivi. Face aux problèmes de qualité du service offert par les CSB II, va inciter les gens à recourir à des services de soin privé plus onéreux. La cumulation de fonctions pour un simple employé d'un service administratif qui assure le rôle de dispensateur des médicaments, entraîne une lenteur au niveau du service, cela va diminuer le taux de fréquentation du centre de santé.

Selon le médecin responsable au CSB II de Tsararivotra comprenant 10 FKT, dans le but d'atteindre un taux de 30%de consultation annuelle, cet objectif n'est jamais atteint

faute de transparence sur la répartition des personnels et leur responsabilité dans la prestation de service (on ne peut pas être à la fois employé de la commune et dispensateur).

Vu la facilité de recouvrement des coûts de médicament, la commune pourrait allouer les fonds CSB II pour une politique de protection sociale en lenteur.

### **3 - Contrainte sur la commercialisation**

La culture de fraise est déjà considérée comme tradition dans la commune Tsiafahy. La production de fraise est évaluée à plus de 40 tonnes durant 4 mois de l'année, dont près de la moitié est écoulee sur le marché d'Anosy, Anosibe et d'autre part à Antsirabe jusqu'à Diégo, espérer à la mise en vente toute l'année si les moyens en technologie à grande échelle serait possible sur la politique du marché à Madagascar. Voir de près les problèmes d'écoulement comme la réticence des consommateurs, les risques de cysticerose, risque de grande perte par la mauvaise conservation et enfin la liquidation à prix bradés.

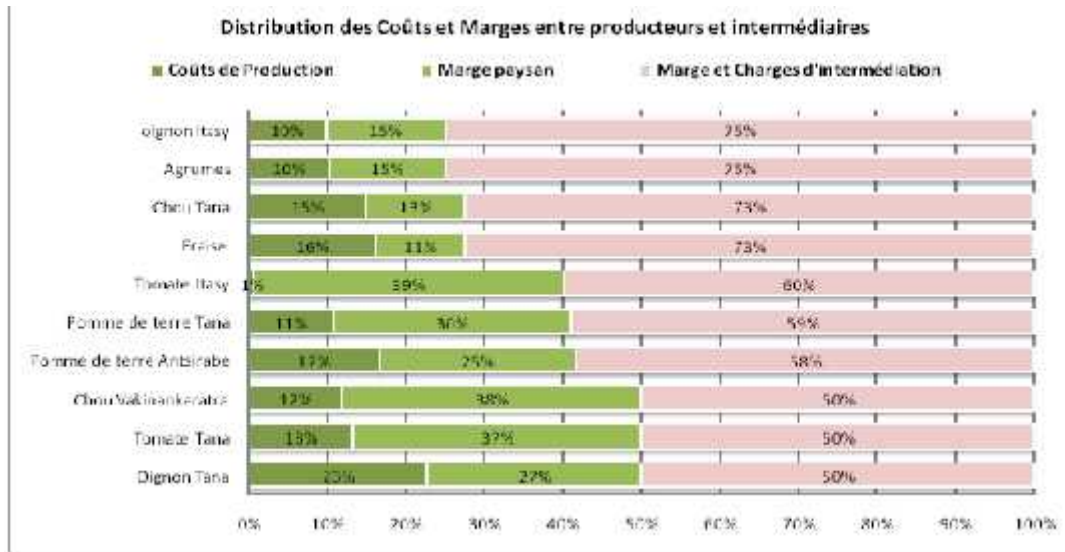
S'agissant des activités saisonnières, il est important d'assurer des revenus incitatifs pour que les producteurs fournissent des produits de bonne qualité, les bonnes pratiques agricoles et la prévention des risques de cysticerose qui avaient sérieusement affecté la commercialisation des fraises. Ces actions ont permis une reprise de la filière et une remise en confiance des acheteurs sur la santé des fruits. Cette opération a touché les 300 membres de l'association qui ne sont plus actifs aujourd'hui, mais cette action s'est avérée très limitée dans la mesure où les circuits de commercialisation actuels ne garantissent pas la qualité. Il existe une demande importante confirmée par les revendeurs et les supermarchés, l'offre actuelle nécessite certains aménagements sanitaires et gamme des produits (conditionnement en barquette bord champ) pour répondre à une demande de plus en plus attentive à la qualité, compte tenu de l'expérience et des acquis. La demande sur les marchés d'Antananarivo est elle-même plus attentive aux questions d'hygiène.

Comme l'indique le graphe ci-dessous les marges d'intermédiation sont excessivement élevées pour les légumes et fruits lorsqu'on se rapproche de la capitale.

Il y a donc deux aspects essentiels à résoudre :

1. Etablir des partenariats de confiance permettant des prix négociés à l'avance ;
2. Favoriser le paiement cash par des actions au niveau des contrats de partenariat.

### Marges et charges d'intermédiation(Grphe 1)



Source : CF rapport Christine Aubry

Le manque de transport groupé ou spécial est également une contrainte pour la qualité et la valeur ajoutée pour les paysans, dans le cas où les produits subissent un long transit jusqu'à la destination finale dans des conditionnements mal adaptés. La solution serait des collectes groupées<sup>20</sup> et mieux organisées.

Les paysans eux-mêmes qui avaient été impliqués dans ces actions souhaitent recevoir des appuis non seulement sur les questions liées aux techniques de production, mais surtout aux aspects commerciaux.

(20) Rapport final de la phase d'identification et de formulation d'un programme d'appui à l'agriculture péri-urbaine et à l'approvisionnement p 19

**TROISIEME PARTIE**  
**APPROCHE PROSPECTIVE SUR LA VALEUR**  
**DE L'AGRICULTURE DANS LE**  
**DEVELOPPEMENT**

## **CHAPITRE VI : ANALYSE, BILAN ET DISCUSSION DU PROBLEME DE LA FILIERE FRAISE**

### **Section 1 : Entrée en matière**

L'entrée en matière sur la troisième partie de ce mémoire, avant la proposition de solutions, nous donne l'appréciation sur tous les avantages apportés par les fruits « fraises ».

#### **1 - La fraise, un petit fruit aux grands pouvoirs**

La fraise ouvre la variété des fruits rouges au mois de Mai, Juin, ce fruit est un antioxydant et plein de vitamine C, un nutriment essentiel pour une bonne santé.

Délicieuse que jolie, elle se mange sans modération. Pour 100 grammes, on a 33 calories en moyenne. La fraise convient à ceux qui font attention à leur ligne comme aux plus gourmands.

Pour la commune d'Ambatofotsy, les fraises sont les premiers des fruits à s'afficher sur les étals du marché. Les diététiciens nutritionnistes recommandent de choisir bio. Pour limiter l'exposition aux pesticides, même si vous les passez sous l'eau, sachez que les produits chimiques sont conçus pour y résister, c'est donc comme si vous n'avez rien fait. Nous consommons des bactéries en les mangeant donc il faut éviter les pesticides et les engrais chimiques.

#### **2 - Ses vertus**

Ses vertus ne s'arrêtent pas là, voici les bonnes raisons :

- Ses antioxydants, ces fruits aident à lutter contre les radicaux libres, responsables du vieillissement prématuré, en protégeant les membranes des cellules donc c'est idéal pour une belle peau
- Pour prévenir le cancer et se protéger de certaines maladies.
- Si on parle de ses pouvoirs, « c'est grâce aux flavonoïdes, des composés phénoliques qui lui donnent sa couleur rouge » explique le spécialiste de nutrition
- Ces fruits regorgent de vitamine C. 200 grammes de fraises (ou une quinzaine environ) peut aussi couvrir l'apport nutritionnel recommandé, ajoute le spécialiste en nutrition
- La fraise séduit les plus petits comme les plus grands et pas de raison de se priver d'un si bon allié santé.



Tableau de valeurs énergétiques/ oligos éléments

<b>Fraise crue (valeur nutritive pour 100 g)</b>		<b><u>oligo-éléments</u></b>	
<u>eau</u>	88,95 g	<u>potassium (K)</u>	153 mg
<u>glucides</u>	7,68 g	<u>phosphore (P)</u>	24 mg
<i>dont <u>sucres simples</u></i>	4,66 g	<u>sodium (Na)</u>	1 mg
<u>fibres alimentaires</u>	2,0 g	<u>zinc (Zn)</u>	140 µg
<u>protéines</u>	0,67 g	<u>calcium (Ca)</u>	16 à 40 mg
<u>lipides</u>	0,30 g	<u>magnésium (Mg)</u>	13 à 15 mg
<u>cendres totales</u>	0,40 g	<u>fer (Fe)</u>	420 µg
<u>valeur énergétique</u>	32 kcals	<u>cuivre (Cu)</u>	48 µg
<b><u>acides gras</u></b>		<b><u>vitamines</u></b>	
<u>polyinsaturés</u>	155 mg	<u>vitamine C</u>	58,8 mg
<u>mono-insaturés</u>	43 mg	<u>vitamine B3 (PP)</u>	386 µg
<u>saturés</u>	15 mg	<u>vitamine B5</u>	125 µg
<i>dont <u>cholestérols</u></i>	0 mg	<u>vitamine B9 (M)</u>	60 µg
		<u>vitamine B6</u>	47 µg
		<u>vitamine B1</u>	24 µg
		<u>vitamine B2</u>	22 µg
		<u>vitamine K</u>	2,2 µg
		<u>vitamine E</u>	0,29 µg
		<u>vitamine A</u>	12 UI

(Tableau n°3)

*Source : Encyclopédie Aliment*

La fraise n'est pas un aliment complet, mais dans sa composition elle se peut participer dans l'alimentation pour ses valeurs nutritionnelles existées en soi. Surtout ses bienfaits lui met à ses propre valeur. Sans oublier qu'en étant riches en magnésium et potassium, les fruits secs sont l'ami du sportif car celui-ci en a nettement besoin par rapport aux sédentaires pour réguler ses rythmes cardiaques. Mais est-ce que les fraises sont transformables en fruit sec ?

## **Section2 : Analyse FFOM : Force, Faiblesse, Opportunité et Menace**

Pour accompagner un projet, les indicateur suivants sont nécessaires sur l'appui et à la concrétisation et de l'élaboration d'un plan d'action afin d'avoir une nouvelle initiative.

### **Analyse FFOM**

	<b>POSITIF</b>	<b>NÉGATIF</b>
<b>Niveau interne</b>	<p><b>Forces</b> (capacités internes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté des responsables de la commune d'améliorer la production des fraisiers face au désir voulu.</li> <li>• Disponibilité des agents compétents pour former les acteurs de développement.</li> <li>• Population jeune capable de recevoir des innovations techniques et productives.</li> <li>• Possession des ressources naturelles (eaux, forêt et terre).</li> <li>• Un grand nombre de famille petits agriculteurs capables de la pratique sur la culture biologique.</li> </ul>	<p><b>Faiblesses</b> (limitations internes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PCD non mis à jour.</li> <li>• Jeune volontaire à faible taux.</li> <li>• Faible accès en eau potable.</li> <li>• Structure Locale de Concertation(SLC) non existant.</li> <li>• Faible quantité d'eau de puits le mois d'octobre.</li> <li>• La parcelle à cultiver très fragmentée.</li> <li>• La plupart des fraisculteurs ne sont que des loueurs de parcelle.</li> <li>• Manque de moyen financier pour l'achat des intrants.</li> <li>•Dépendance permanente aux actions de l'Etat (Opération engrais/DRDR).</li> </ul>

<b>Niveau externe</b>	<b>Opportunités</b> (facteurs externes positifs) :	<b>Menaces</b> (défis/facteurs externes limitatifs) :
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ONG locales voulaient administrer la formation pilote sur les démarches associatives, et l'Economie Sociale Solidaire (ESS) par le programme de formation professionnelle.</li> <li>• Des coopérations sont ouvertes à la demande des acteurs socioéconomiques comme: RFD et Port Louis(Maurice) avec des mis au point récents.</li> <li>• L'opportunité de PPP (Partenariat Public Privé).</li> <li>• La croissance de la population urbaine impose une demande croissante en produit agricole.</li> <li>• La proximité de la route nationale RN 7 et le chemin de fer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les communes voisines pourront le dépasser sur la production de la fraise.</li> <li>• Le symbole fraise ne tient pas sa renommée.</li> <li>• L'accaparement des terres est un danger par la multiplication des conflits fonciers fréquents.</li> <li>• La politique d'austérité budgétaire de l'État risque de priver le programme de financement suffisant.</li> <li>• Le mauvais contrôle des maladies ou les mauvaises conditions sanitaires constituent une menace importante à prendre compte dans le projet, outre la présence des maladies parasitaires sur l'espèce.</li> </ul>

*Source : MDL(Tableau n°4)*

Un certain nombre de points importants sont à prendre en considération lors de la réalisation d'une analyse FFOM, notamment :

En réalité, l'activité doit être dirigée par un facilitateur ou une facilitatrice qui a une expérience de mener avec un groupe de parties prenantes ou d'institution cible ou bien des acteurs qui participent à une initiative spécifique pour obtenir une efficacité optimale, ce groupe devrait compter moins de 20 personnes. Pour notre cas, après le focus nous avons procédé à consulter des acteurs pour l'analyse, en tenant compte des points de vue de différentes parties prenantes concernées et l'initiative des bénéficiaires avant de présenter le résultat de l'analyse.

### **Section3: Création d'une dynamique et de synergie entre les différents acteurs**

Nous savons que la dynamique est née autour d'un projet, d'un objectif, d'une demande partagée. « Toute dynamique sociale est contrainte de s'organiser pour se consolider, se faire reconnaître, atteindre une certaine permanence et efficacité ». Elle ne se contente pas seulement des relations internes mais nécessite une relation externe avec les partenaires pour qui ces actions sont perceptibles. La survie de dynamique est assurée par l'existence de ce qu'on entend par « norme de groupe ».

#### **1-Stratégie de communication pour le développement**

Plusieurs théories et modèles ont été développés au fil des ans dans le but d'expliquer comment les gens modifient leurs comportements. Il faut expliquer et identifier les principaux facteurs qui favorisent ce changement. Ces principaux facteurs ont été pris comme un vecteur de succès en vue d'un changement et d'un développement social susceptible de créer les conditions d'un avenir meilleur et durable, on associe souvent aux stratégies de changement de comportement le terme de communication pour le développement.

Dans le cadre de la relation humaine au niveau de la commune de Tsiafahy, l'ethnologie nous a attiré l'attention, il y a les Zafimbazaha et les autochtones actuellement dans l'homogénéité et qui sont les bénéficiaires du projet, voir attribués de valeurs culturelles car c'est ce qui les distancent. Cette promotion seront fait à travers les jeunes, ce sont eux qui n'ont pas de problème relationnelle et plus réceptifs de nouvelle technique à présenter.

Pour le développement, la stratégie est un plan cadre comprenant une combinaison d'interventions de communication<sup>21</sup> capable de susciter les changements nécessaires en matière de connaissances, d'opinions, d'attitudes, de croyances ou de comportements au niveau de la population visée en vue de résoudre un problème. Elle constitue un engagement et une boussole permettant de mobiliser et d'orienter les actions et les énergies des différents partenaires. Autrement dit, les planifications d'une stratégie en matière de changement de comportement utilisant la communication repose donc sur ces notions fondamentales en s'appuyant sur l'éducation pour le changement.

---

(21) <http://www.education.gouv.qc.ca/enseignants/references/developpement-durable>, 14 Juillet 2017

Toute économie est sociale :

INPUT	OUTPUT
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La cohésion sociale</li> <li>- La coopération</li> <li>- La participation, la créativité, l'imagination,</li> <li>- L'engagement au travail</li> <li>- La capitale sociale</li> <li>- La formation et compétence (savoir faire savoir être)</li> <li>- L'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La création d'emploi, le travail décent, sécurité d'emploi etc....</li> <li>- L'équité salariale (H et F) et autre</li> <li>- La qualité de vie</li> <li>- La santé et sécurité au travail</li> <li>- Le développement local et régional</li> <li>- Le développement durable</li> </ul>

*Source : Dimension sur la capitale sociale (Tableau n°5)*

On interprète une autre dimension essentielle qui est l'éducation et notamment l'alphabétisation des adultes, la formation des jeunes ruraux et la promotion des femmes dans le projet de développement locale. Dans le but que toute la population participe et que le projet à venir serait intégré.

### **2-La synergie s'explique par les caractéristiques clé d'un projet participatif**

Promouvoir dans une société une synergie, cela avait besoin de mouvement d'interaction pour favoriser une cohésion sociale. On a besoin de la complémentarité et le soutien de chacun par ses actes. La société va progresser vers l'objectif commun et finit par arriver jusqu'à la synergie voulue :

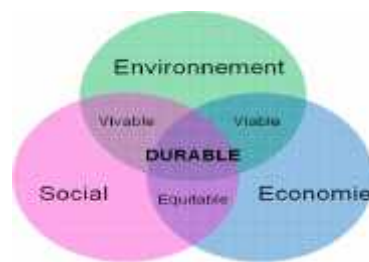
- a-) Elle repose sur des besoins exprimés des principales parties prenantes.
- b-) Elle est dotée d'un plan d'action qui détermine la manière dont les parties prenantes doivent participer toute au long du cycle du projet.
- c-) Les parties prenantes jouent un rôle actif dans l'exécution du projet.
- d-) Le projet a une stratégie de genre bien définie.
- e-) Un certain degré de flexibilité existe dans les activités de projet.
- f-) Dès la conception du projet, il faut prévoir la facilitation ou l'appui.

- g-) Les organisation communautaires et les OSC sont impliquées.
- h-) Les projet inclus les volets de formation et le renforcement de capacité.
- i-) Des mécanismes pour un échange constant de communication/information.
- j-) Système de suivi et évaluation participatifs.

### 3 - Approche compétences sur la planification et gestion de l'environnement

La planification cohérente des mesures a pour but d'organiser les moyens dont on dispose le plus rationnellement possible en fonction des objectifs. Il faut bien conserver les ressources naturelles, améliorer la qualité de vie de la population, des grands principes sont toujours d'actualité. Il faut impliquer réellement la communauté de base et ses habitants. La dynamique interactionnelle est de mise. Seul le technicien qui reste passif pour promouvoir le dynamisme à partir d'une nouvelle **norme** afin d'éviter la défaillance comme celle du passé : Par l'instauration d'une « *CONSENSUS DEVALEURS POUR TOUS LES PARTICIPANTS* » afin d'avoir un développement économique partagé (en terme de mise en place d'institution, de construction de marché, de productivité croissante). La compétence à la planification est une ouverture maîtrisée. Suivant l'interaction entre Social, Environnement et Economie :

Les trois piliers du développement (Figure 2)



*Source : Leçon Environnement et dynamique social*

Cette image démontre la réconciliation de la population communautaire avec lui-même. En redynamisant la cohésion sociale et mettre en place des cadres légaux et légitimes par la mise en œuvre de la Gestion Locale Sécurisé<sup>22</sup>. A travers un changement structurel de vision et de gestion des ressources par la population.

## **Section 4 : Identification des différents supports et canaux de communication**

### La communication vers le changement de comportement :

La communication pour le changement de comportement est l'ensemble des interactions participatives entre individus au sein de différents groupes ainsi que des actions de communication<sup>22</sup> dirigées vers eux en vue d'opérer un changement volontaire du comportement individuel et des normes sociales.

### **1 - Principaux types de communication et caractéristiques**

#### Types de communication utile

Il existe d'innombrables types de communication pour n'en citer que :

#### a) La communication institutionnelle :

C'est une communication formelle qui tente d'échanger et de partager l'information d'utilité publique ainsi qu'au maintien du **lien social**. La responsabilité incombe à des institutions publiques ou à des organisations investies de missions d'intérêt collectif.

#### b) La communication interpersonnelle qui est basée sur l'échange (émetteur - récepteur)

Cela semble vraiment très important pour notre travail, car le changement devra être étudié en fonction de toutes les variables et tous les acteurs. Cependant, il est difficile, voir impossible de neutraliser l'effet d'un facteur pour en mesurer un autre. Deux autres points de vue : la résistance au changement, le comportement d'un individu menacé par le changement brusque de structures. Pourtant l'expression orale d'un changement ne signifie pas forcément un changement d'opinion profond.

On dit parfois que la communication est holistique c'est-à-dire qu'elle fait intervenir le tout de l'homme pour souligner l'importance de l'environnement, des interférences environnementales dans la communication. Pour Muchielli, « on ne peut pas ne pas communiquer ».

**Tout est communication** : nos gestes, notre posture, nos mimiques, notre façon d'être, notre façon de dire, notre façon de ne pas dire, toutes ces choses « parlent » à notre récepteur. La communication est aussi une forme de manipulation.

---

(22) *Pilotage de communication interne et externe par Armenuhi IVANYAN*  
 Université Lyon 3, Université Française en Armenia - MBA 2007

c) La communication traditionnelle :

L'événementiel : un moment de partage

L'événementiel se démarque par sa capacité à sortir des codes standards de la communication et fait sortir sa cible de son quotidien. Il a l'immense avantage de provoquer un sentiment de proximité et de sympathie s'il est bien exécuté.

Les outils : il y a par exemple les approches CIP par les pairs, les VAD, focus groupe.

L'affichage : un média constamment présent

Qu'elle prenne la forme d'affiches papiers ou d'écrans numériques, la stratégie de communication par l'affichage attire l'attention. Il existe différents formats dans des lieux divers et variés. Des grandes affiches 4X3, des panneaux publicitaires de toutes tailles. L'objectif est de toucher une population à l'échelle d'une ville et d'un quartier. Les passants, sont les premières cibles. L'évolution de cette stratégie a même apporté la brique sonore, rendant les affiches vivantes et parfois tactiles. Cette technique permet des mises en scène spectaculaires et reste particulièrement efficace pour les entreprises, pour augmenter leur notoriété.

Les flyers : un outil de base

Il s'agit d'un des outils les moins coûteux à produire, qui reste un excellent instrument à l'échelle locale.

d) La communication de groupe :

La communication de groupe part de plus d'un émetteur s'adressant à une catégorie d'individus bien définis, par un message (communication) ciblé sur leur compréhension et leur culture propre. C'est celle qui est apparue avec les formes modernes de culture, souvent axées sur la culture de masse (société de consommation), dont la publicité ciblée est la plus récente et la plus manifeste. Les effets de la communication de groupe se situent entre ceux de la communication interpersonnelle et ceux de la communication de masse. La communication de groupe est aussi complexe et multiple car elle est liée à la taille du groupe, la fonction du groupe, et la personnalité des membres qui le compose. On peut également intégrer cette notion dans la communication interne d'une entité.

Le trait particulier de ce modèle est qu'on peut l'appliquer aux différentes formes de communication en fonction du contexte. Il convient à un acte de communication interpersonnelle entre deux personnes mais aussi au processus plus complexe de la communication de masse.



De part ces différents types de communications, on peut schématiser le mécanisme.

Circuit de communication (figure 3)



L'émetteur et le récepteur jouent un rôle primordial dans la communication par l'intermédiaire du canal, ils ont la pleine transmission de message.

Parfois le circuit est perturbé par « le bruit », c'est l'obstacle au processus qui empêche la pleine transmission de message.

## 2 - Les facteurs qui entrent en jeu dans la communication

Certains facteurs individuels ou relationnels influencent l'émission et la réception du message entre autres. Sa raison d'être trouve de sens dans le circuit d'information et permet de partager, séduire et convaincre.

### **La motivation :**

Toute communication implique la motivation de l'Émetteur ou du Récepteur. Elle se caractérise en particulier par l'écoute active ou empathie c'est à dire écouter l'autre sans porter de jugement. « Les faits sociaux, entre autres les relations humaines découlent du comportement individuel dicté par les motivations ».

### **Les attitudes**

Chaque individu réagit en fonction de son caractère et de ses émotions mais également de son vécu, de ses expériences, de ses valeurs.

**Le statut :** Il s'agit de la position sociale d'une personne dans son groupe d'appartenance

**Le rôle :** Ce sont les modèles de conduite liés au statut de l'individu dans un groupe. Exemple, un médecin devra être attentif au petit soin de ses patients tout comme une hôtesse d'accueil qui devra être disponible, souriante et efficace.

Rôle et Statut influencent le langage et le comportement. En un mot, il faut toujours tenir compte de ces composantes relationnelles pour parvenir à une bonne communication, faire passer une information, une connaissance, ou une émotion.

## **CHAPITRE VII : RECOMMANDATION DU TRAVAILLEUR SOCIALE**

### **Section 1 : Approche dynamique du travail social**

#### **1 - Quelques définitions utiles et revu sur les problématiques**

- Le milieu rural et le milieu urbain sont deux régions interdépendantes, cela s'explique dans leur organisation la cohérence dans une approche socio-anthropologique et économique, car les milieux ruraux sont nécessaires pour l'approvisionnement de la ville en permanence (société de consommation).

- L'Agent de Développement (AD) a pour objectif principale de maîtriser les coûts, les délais et les outils en développement dans tout sens. L'AD aussi fait remonté l'information jusqu'aux responsables dans un quartier, une ville ou zone rural, il met en adéquation les besoins des habitants et les enjeux politiques locaux. Avec une mission, fédérer l'action des élus, des associations, des services municipaux et des structures sociales ; créer un dynamique : ce professionnel éducatif doit prévenir la délinquance, l'intégration des familles isolées, favoriser les droits d'expression, faire preuve d'engagement et de diplomatie.

#### **Aperçu succinct des problèmes déjà énoncés :**

Les problèmes suivants peuvent freiner le processus du développement durable dans la commune de Tsiafahy :

-Faible circuit de la communication ;

-Manque de transfert de compétence sur l'appropriation du savoir faire des acteurs du développement ;

- La mise en place et l'appui au développement institutionnel et organisationnel ne sont pas en corrélation;

-Problème de gestion sur la mobilisation de fonds pour le projet de développement de la commune (voir les subventions de la commune.)

## **2 - Les autres facteurs de blocage :**

\*Insuffisance de compétence technique est crucial :

- Plan d'aménagement du territoire obsolète.
- Fiscalité locale mal exploitée et faible ressource financière propre.
- Faible transparence de gestion communale.
- Contrôle de légalité à mettre en œuvre.

Tout ce qui est cité ci-dessus se voit en relation

## **3 - Les nécessités primordiales**

- L'implication des citoyens dans les organes et processus de décisions pour promouvoir l'égalité et la cohésion sociale.
  - Participation de la population dans la gestion des affaires locales.
  - Diagnostic et priorisation pour identifier les pistes de résolution.
  - Consolidation du réseau de communication, d'information et d'échange dans la commune.
- Mise en œuvre des politiques d'accompagnement concernant l'éducation, la santé et la promotion de genre.
  - Répartition des tâches et responsabilisation.

## **4 - Pour une nouvelle promotion**

Le secteur fraise peut être une filière porteuse et en revanche peut renflouer la caisse de la commune, pour ce faire les autorités communales envisagent d'insérer cette filière dans le PCD. Ce secteur est la priorité de la commune et que toute les terres soient exploitables dans le monde rurale afin d'avoir une ristourne en terme fiscal pour la commune et en terme de revenu pour les paysans.

Ainsi la représentation sociale désigne une forme de connaissance spécifique, le savoir de sens commun, dont les contenus manifestent l'opération de processus génératifs et fonctionnels socialement marqués. Plus largement, il désigne une forme de pensée sociale. Cela vise la pratique orientée vers la communication, la compréhension et la maîtrise de l'environnement social, matériel et idéal.

Encourager l'échange d'expériences en matière d'agriculture « (culture de fraisier) », de développement rural et de renforcement de capacité sur la prise de décision pour un développement agricole durable. Ajuster l'économique et les politiques à l'objectif de développement durable pour le secteur agricole et des ressources naturelles, aussi bien macro-économiques que sous-sectorielles, orienter vers l'économie du marché.

L'expérience nous a montré que le développement du secteur agricole est une condition préalable pour le développement ultérieur d'un pays. Bien plus, ce secteur étant étroitement interconnecté avec tous les autres éléments de l'économie, y compris celle du secteur rural non agricole. Ainsi, l'agriculture est essentielle pour réduire la pauvreté, elle restera un secteur crucial pour la sécurité alimentaire.

- Améliorer la situation des exploitants agricoles et l'environnement dans lequel se développent les politiques agricoles au niveau national, et leur cadre politique et réglementaire au niveau international, y compris le soutien à l'investissement et un environnement commercial favorable au secteur agricole. Ainsi,

- Développer les capacités des agriculteurs/agricultrices et entrepreneurs dans la production des fraises biologiques.

- Appuyer l'organisation paysanne pour la production aux grandes exploitations et la commercialisation des produits biologiques.

- Mettre en œuvre des politiques d'accompagnement concernant l'éducation, la santé et les femmes. L'approche de l'amélioration de l'hygiène à l'échelle a été conçue comme une stratégie efficace. Elle est destinée à réaliser un impact au niveau de la santé publique.

- La productivité de la terre n'est en effet qu'une des composantes de la productivité du travail agricole. Cette dernière dépend plus encore du nombre d'hectare moyennant cultivé par actif agricole.

- L'adduction d'eau potable s'avère très important pour le bien-être général et la bonne santé des populations.

- Réaliser un but social commun à travers les efforts et les contributions de tous (société civil, église, les tradipraticiens, l'Etat et les bénéficiaires), afin que la commune devienne la ville de la fraise à Madagascar selon l'envie des partenaires.

- Faire des activités communes à utilité général comme reboisement.

Il est important d'inciter la volonté des gens de mettre en application les mesures liées à REDD (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), initiée par l'**éducation** et la **formation**:

## L'alphabétisation et l'éducation de base avec apprentissage des métiers ruraux.

### **Section 2 : Proposition de solution au développement**

Cette troisième partie se consacre aux propositions de solutions de développement découlant des liens d'interventions. On traite la stratégie de l'organisation au niveau du développement rural axé sur la redynamisation des services avec les personnels de la commune, les organismes de développement, les relations et coopération intercommunales et pourquoi pas avec la Région, c'est la raison du développement. Des mesures économiques doivent-êtr prises, PESTEL (Politique, économique, Sociale, Technique Ecologique et Légalité).

#### **1 - Projet de développement a multi niveau**

- Au niveau des services et entre les personnels de la commune :

Le chef de l'exécutif souhaite terminer le plus vite possible les rajouts sur le doc PCD. Insérer dans le PCD de la commune « le projet d'amélioration de la culture fraise qui est la renommée de la localité »selon l'avis du conseil communal pour le développement.

- Au niveau des organismes de développement et coopération intercommunale :

Retrouver toutes les forces de manière à garder sa notoriété et retrouver son prestige à travers le savoir faire en échange avec d'autres communes sur la gestion des ressources potentielles.

- Au niveau de la Région Analamanga : savoir profiter le plus à travers les offres des réseaux sociaux, les micros finances pour que les échanges produisent de meilleurs résultats et la commune ne reste pas importateur net de la plupart des intrants agricoles c'est-à-dire que avec ces échanges elle aura aussi la polyvalence en matière de production agricole ; ceci en rapport avec les organismes de développement régionaux. Cela nécessite aussi :

- L'accès au média et informations n'est pas du tout satisfaisant, la radio et la télévision restent les moyens d'information plus accessibles mais ne sont pas à la disposition de tous, de plus il y a le mauvais fonctionnement au niveau de services et insuffisance de production en matière d'énergie.

- l'accès à l'énergie, dans les zones offrant des débouchés commerciaux, l'accès à l'électricité peut avoir un effet positif important sur les revenus. Les collectivités dont les niveaux d'électrification sont plus élevés peuvent aussi être plus riches.

- Trouver une collaboration étroite avec les volontaires nationaux et internationaux pour faciliter la transmission de nouvelle connaissance, nouvelle technologie et redynamisation des activités des organismes de base. L'agriculture réside au cœur de la réduction de la pauvreté, à la survie, à l'emploi, au revenu et à la création de **richesse**.

## **2 - Cadre politique**

Le but de la politique de développement est de contribuer à la réalisation du projet d'amélioration de produits agricoles (précisément de culture de fraisiers à Ambatofotsy), favoriser une croissance durable dans la productivité, la compétitivité sur le long terme. On peut le formuler comme ce qui suit :

*« Favoriser une croissance durable dans la productivité, la compétitivité sur le long terme, de la filière fraise qui est la renommée de la localité »*

## **3 - Les principes**

### **\*PRINCIPE DE SUBSIDIARITE**

Tous les projets et activités seront entrepris au niveau auquel ils sont le mieux gérés ; la politique n'entreprendra que les initiatives intercommunales ou régionales qui ajouteront de la valeur aux interventions dans la coordination

### **\*PRINCIPE D'ADDITIONNALITE**

Seuls les projets ajoutant de la valeur à l'intégration régionale, ou améliorant les capacités de réaliser les objectifs de développement seront prioritaires

### **\*PRINCIPE DE COMPLEMENTARITE**

Les projets doivent être aussi complémentaires au niveau communal aux programmes et mise en œuvre aux programmes élaborés en complémentarité à l'échelle régionale

### **\*PRINCIPE DE LA COHERENCE**

Le cadre politique doit être en cohérence avec les objectifs à l'échelle nationale voir ODD, PGE, PMO, PCD

#### \*PRINCIPE DE PARTENARIAT ET CONCERTATION

Assurer la participation constante des parties prenantes du secteur agricole et autres secteurs apparentés, à l'identification de solutions aux contraintes, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du projet.

#### \*PRINCIPE SUR L'INTEGRATION DES MARCHES

Reconnaître que tous les projets et activités qui intègrent directement les marchés doivent être entrepris afin de faciliter la libre circulation des facteurs de production, des biens et des services, ainsi que la promotion de spécialisations de la commune fondée sur des avantages comparatifs et l'ouverture économique.

#### **4 - Mise en place et appui à la structure de CTD**

A partir de la naissance de la IIIème République de Madagascar, il y a la mise en place de la décentralisation. Par définition, la décentralisation est un système d'administration qui consiste à déléguer certains pouvoirs de l'Etat centrale au niveau locale. Le but de la décentralisation c'est l'administration de proximité.

- Mécanisme de la décentralisation

La décentralisation territoriale repose sur une base géographique et aboutit à la création des personnes morales dont la compétence se détermine par référence à un territoire. Exemples la province autonome, la région et la commune.

A la décentralisation, les représentants locaux disposent des pouvoirs de décisions, on leur a conféré le pouvoir de contrôle, un espace de dialogue et de consultation permettant la participation inclusive de tous les acteurs de développement aussi bien publics que privés pour la prise de décision.

La question se pose de savoir : comment créer un lien entre tous les acteurs et promouvoir la mise en œuvre de la décentralisation ?

\*Pour la mise en œuvre, des compétences et des attributions des Collectivités territoriales décentralisées doivent s'exercer de manière participative et en toute transparence.

A cet effet, les Collectivités Territoriales Décentralisées doivent mettre en place une structure locale de concertation (SLC).

### La structure locale

- Mise en place de SLC :

Le chef de l'exécutif de chaque collectivité territoriale décentralisée crée par voie d'arrêté une Structure Locale de Concertation, après délibération de conseil. C'est à partir de cette structure qui est un outil d'aide à la définition, à l'orientation aux modalités de mise en œuvre de suivi des politiques publiques de la collectivité.

- Composition de SLC : au niveau de la commune, elle est composée de :
  - L'exécutif de la collectivité.
  - L'organisation délibérant de la collectivité
  - Des services techniques déconcentrés dans le ressort de chaque collectivité
  - Des opérateurs économiques
  - Des organisations de la société civile
  - Des notables et leaders traditionnels
  - Des partis et organisations politiques locaux
  - Des associations des femmes, associations des jeunes et des groupes vulnérables
  - Des cadres de concertation existants :

\*Les membres d'office de soutien, \*les représentants du FKT

A noter que : la SLC peut faire appel à d'autres compétences jugés nécessaires par le Président et les membres des PTF. La SLC est présidée par le chef de l'Exécutif de la CTD concernée. Les charges de fonctionnement de la structure de SLC sont supportées par le budget de la collectivité.

- La stratégie d'accompagnement : pour les acteurs économiques au niveau de CTD, il faut valoriser la potentialité économique qui est « le foncier »

#### a) Sécurisation des transactions

La sécurisation des transactions foncières pour les producteurs et des opérateurs économiques, par la mise en place de SLC, permet à l'ensemble des acteurs des territoires de discuter, d'échanger autour des actions thématiques qui touchent au développement économique de leur territoire. Cela permet aussi de faciliter la mobilisation des acteurs et coordonner leurs interventions afin d'impulser le développement durable.

\*Les facteurs structurels qui peuvent influencer sur l'intégration des marchés sont de plusieurs ordres:



- Les infrastructures du marché: routes et réseaux de transport et de communication, institutions de crédit, infrastructures de stockage ou de conservation. L'existence de ces infrastructures est censée faciliter les échanges et ainsi l'intégration des marchés.
- Les interventions publiques sur le marché : les mesures de stabilisation des marchés, les politiques commerciales et de régulation, constitution de stocks de sécurité, etc. L'efficacité des interventions publiques dans l'intégration des marchés dépend de leur pertinence, elle peut ainsi être positive ou négative selon les situations.
- L'intégration des marchés se base sur l'existence de différentes zones de profils différents par rapport à cette autosuffisance. Outre ces facteurs structurels, la structuration des filières et le dynamisme des agents économiques (collecteurs, intermédiaires, transporteurs) sont aussi des éléments déterminants de l'intégration des marchés.

b) Promotion et amélioration de la filière fraise

b-1)-Les options sur la renommée de la filière fraise:

L'agriculture emprunterait ainsi plusieurs voies pour promouvoir le développement. La Banque Mondiale avance ainsi la complémentarité entre l'agriculture, l'emploi et de la migration comme voies complémentaires de sortie de la pauvreté. L'ensemble se base sur la « transition vers le marché », autant des produits agricoles que du travail, à partir de l'élargissement de l'accès aux marchés » qui dynamiserait d'abord la demande.

b-2)- La stratégie d'éveil

Les rôles familiaux entre sexes et entre générations sont fortement recommander. On insiste sur la redynamisation organisationnelle (association, coopération) pour être plus en plus actives et cohérente, suivant d'un échange et transfère de compétence positive, originales, viables et efficace.

c)-Analyse rapport marché et prix :

Il était également admis qu'une transmission optimale des prix permettait d'atteindre un équilibre basé sur les échanges entre les différentes communes selon leurs potentiels de produire, ce qui bénéficierait ainsi localement aux populations. On peut distinguer des analyses de l'intégration verticale, des analyses spatiales ou temporelles sur les prix. Deux marchés sont spatialement intégrés quand, par exemple, une évolution des prix dans le premier marché induit une évolution équivalente dans le second. Ce type d'analyse permet entre autres d'étudier les moyens d'améliorer la compétitivité de la filière

fraise d'Ambatofotsy par rapport au marché international via des mesures de taxation ou de protection des marchés domestiques. En outre, on parle d'intégration verticale quand la transmission des prix entre agents économiques d'une filière donnée « producteur jusqu'au consommateur » est efficace.

Les dynamiques d'ajustement des prix pour chaque marché constituent aussi des éléments essentiels de compréhension des niveaux d'intégration des marchés. Cependant, les caractéristiques de la transmission des prix n'est pas le seul indicateur de l'intégration, mais sont généralement les plus facilement observables. Elles se doivent de prendre en compte d'autres facteurs comme les volumes, la saisonnalité de la production et des ventes, l'ampleur de la demande, les coûts de transaction. L'intégration des marchés a ainsi été préconisée plus dans un objectif de fonctionnement global optimal des marchés et de compétitivité à l'échelle macroéconomique que dans des perspectives spécifiques de développement microéconomique. Pour terminer, l'analyse des logiques de participation des producteurs aux marchés est devenue un axe principal de l'économie agricole. Les comportements des producteurs par rapport aux marchés des produits agricoles ont ainsi été largement documentés et modélisés. Les modèles reposent sur des éléments de prix escomptés et réels, des éléments sur l'ampleur de l'offre globale ainsi que des éléments sur la disponibilité des facteurs de production.

Le principe de non-séparabilité des fonctions d'autofourniture et de Commercialisation constituent également une contribution essentielle à la compréhension des logiques de ménages comme unités de production autant que de consommation. Le développement de leurs petits producteurs, ainsi que l'ouverture des marchés peuvent réussir à réduire la pauvreté, constituer une base solide :

- Faciliter les conditions agro écologiques et/ou politiques ;
- Essayer d'affluer petit à petit les moyens technologiques de production ;
- Améliorer les infrastructures de transaction :
  - tant physiques : routes, moyens de communication, transport commun, etc.
  - qu'institutionnelles
  - politiques adaptées, rôle de l'Etat, fiscalité, instruments juridiques.

### **Section3 : Catalogue de solution**

Après avoir fait la projection de la situation actuelle de la commune, la proposition des solutions par rapport au thème proprement dit.

#### **1 - La catalogue de solution**

Pour la proposition du catalogue de solutions, nous allons présenter dans le tableau ci-après :

La priorisation des solutions hiérarchisées avec la proposition sur l'issue à la réalisation ou la piste de travail pour atteindre les objectifs.



*Image 2 : Variétés des fraises*

#### **TABLEAU CATALOGUE**

TITRE	Favoriser une croissance durable dans la productivité, la compétitivité sur le long terme, de la filière fraise qui est la renommée de la localité de Tsiafahy
ZONE D'INTERVENTION	Dans la commune rurale de Tsiafahy
DUREE	Pendants 3 ans (2018- 2020)

<u>Objectifs</u>	<p>Objectif global : Amélioration de la qualité de vie des cultivateurs à travers la croissance de la productivité.</p> <p>Objectifs spécifiques : 1) réalisation d'une bonne pratique de culture biologique de fraisiers (80% d'agriculteurs)</p> <p>: 2) Pratique d'une bonne gestion de produits à travers l'ouverture économique (50% des ménages)</p>
Partenaires	<p>Avec: ONN ; UNICEF ; CISCO ; MINAGRI ; WATER'AIDE, ONG SAHA</p> <p>La commune ; LES AUTORITES LOCALES ; LES CONSPED ; Chef ZAP ; LES PARENTS ; Les équipes de l'EPP ; les ONG ; les associations paysannes ; Les établissements publics</p>
Cibles	<p>Les agriculteurs ; les marchands ; les grandes industries agro-alimentaires ; les consommateurs voir les petits détaillants; la commune</p>
Bénéficiaires finaux	<p>Les agriculteurs de Tsiafahy, les consommateurs, la commune, les petites et moyennes entreprises, les exportateurs</p>

*Source : MDL(Tableau n°6)*

Ce tableau est un aperçu général de solutions à travers ses particularités, sa durée d'exécution de 3 ans, et ses différentes partenaires. Il permet d'alerter les dirigeants, de mettre en place des actions correctives, de mesurer l'impact des actions menées, de se projeter par le biais de prévisions.

## 2 - Piste : Description des partenaires potentiels, des intervenants et bénéficiaires

### a) Les partenaires potentiels :

ACTIVITES	PARTENAIRES
La piste est conçue selon les besoins des bénéficiaires	Associations, ONG, Autorités locales
La proposition sera présentée aux autorités communales  Afin d'intégrer son objectif dans le PCD	Premier concepteur
Présentation des solutions conçues au niveau Région et du district par le biais des services techniques. Validation et inscription de l'objectif pour le PRD	Partenaires techniques et ou financiers
Présentation du document aux bailleurs avec l'appui des autorités.  ONN ; WATER'AIDE; MEN; MINSAN; MIN AGRI; Ministère de la décentralisation ; Ministère des travaux publics	Partenaires techniques et financiers  Union Européenne (Programme DINIKA 2)

(Tableau n°7)

### b) Les intervenants:

ACTIVITES	INTREVENANTS
Conception d'un document de formation pour les acteurs ruraux.	Techniciens agricoles, les partenaires techniques et financiers(PTF), les organismes d'appoint au niveau de la commune (appui)
*Formation des agriculteurs sur les technique de production et technique de communication y afférente(IEC) appliquée aux thèmes et au objectif *Education fondée sur la transmission de message afférent à la qualité des produits	Les techniciens spécialisés, des techniciens intermédiaires.  Les animateurs Locaux

<p>Affichage des messages au bureau de la commune et des fokontany.</p> <p>L'apprenant transmet le message reçu dans la communauté « approche genre »</p> <p>*Mobilisation social dans la communauté, en dynamisant surtout les jeunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avec appui à la mise en œuvre des projets agricoles des jeunes ;</li> <li>- Appui des projets des jeunes;</li> <li>- Promotion des jeunes agriculteurs aux pôles du développement agricole.</li> </ul>	<p>Les VOI, AV</p> <p>Les PPP</p> <p>MJS</p>
<p>Dotation des matériels agricoles appropriés à cette formation :</p> <p>Champ-Ecole Paysanne(CEP),parcelles semées de façon échelonnée pour chaque variété des fraisiers ; salle de formation ; feutres ; cahier ;motopompes; tuyau ; paille et plastique pour couvrir le champ ; bêches ; charrues.</p>	<p>Formateur</p>
<p>Dispenser des formations en appliquant les nouvelles techniques de production sur les matières qui ont pour objectif l'amélioration de qualité et de quantité, de production fraise</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à la production/mécanisation agricole.</li> <li>- Appui à la transformation et à la commercialisation</li> </ul>	<p>Directeur régional</p> <p>Vulgarisateur agricole</p> <p>Et les partenaires</p>
<p>Utilisation intensive d'intrants agricoles (engrais, gestion de l'eau, pépinières, pailles, pesticides)</p> <p>Et accroissement des crédits.</p>	<p>FOFIFA, MIN AGRI, entrepreneuriat sociale des jeunes, commune, Région, Agences financières de crédits,réseaux sociaux</p>

Suivi et supervision des activités sur les champs de culture	Responsable de principale activité, les RSE
Résolution de problématiques foncières	Commune ; agents vulgarisateurs
Formation sur la gestion financière et budgétisation des AGR	Formateurs, partenaires, commune Région
Concours des meilleurs producteurs et dégustation /fête foraine distribution de prix ; vente	Producteurs, communes, Autorité locale et Directeurs locaux Agents vulgarisateurs
Pour réaliser la création d'emploi pourvoyeur d'emploi -Réhabiliter ou créer des infrastructures :	Responsables programmes au niveau Région, communautés pour apport de matériel et force de travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Point d'eaux ;</li> <li>• Latrines ;</li> <li>• Château d'eau</li> <li>• Dignes et diguettes</li> </ul>	Water Aide VOI -AV
<p>Primer les meilleurs producteurs et les ménages modèles, coopératives agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation d'une mobilisation sociale</li> <li>• A partir d'une création d'évènement : fête foraine</li> </ul>	Autorités de Région, District, Commune, Fokontany et l'équipe de l'EPP et les organisations paysannes
<p>Organisation des festivités folkloriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation par FKT, les techniciens, les agriculteurs formateurs et la communauté dans un milieu choisi.</li> <li>- Posage des banderoles et distribution des dépliants ou tracts</li> </ul>	Autorités

<p>véhiculant la promotion de la nouvelle génération agri preneurs-jeunes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribution des primes au lauréat par les autorités</li> <li>- PERENISATION</li> </ul>	<p>Toutes les parties prenantes</p>
---	-------------------------------------

(Tableau n°8)

Toute cette panoplie renferme tous les éléments stratégiques et pratiques dans la production de fraises. Ses éléments ci-dessus complètent les besoins sociaux si nécessaires. La mise en fonction de ses éléments stratégiques réside sur la cohérence avec :

- Le plaidoyer
- Le Renforcement de capacité
- L'IEC/CCC
- Le Suivi- Evaluation

Les CSB II doivent répondre aux critères suivants :

- Posséder des infrastructures en eau c'est à dire un centre alimenté d'une eau de qualité et en quantité suffisante.
- Avoir des infrastructures d'assainissement notamment avec un bloc sanitaire, des latrines VIP à double fosses alternées ou de simples latrines hygiéniques, des latrines accessibles aux usagers et au personnel.
- Posséder des lave-mains c'est à dire un centre de santé équipé d'un dispositif de lavage des mains pour les usagers et le personnel, bloc sanitaire, lavabo, lave-mains aménagés.
- Avoir 10 lits d'hôpital au moins pour recevoir les malades.

Ainsi que de les faire travailler avec . Il s'agit de volaille (poules et canards) et de porcins qui constituent une épargne pour les travaux agricoles.

Il est très souhaité d'avoir le contenu normatif de leurs rapports sociaux plus dynamique.

Innovation de culture(exemples : hybridation des semences, culture au sol et hors sol) pour marquer une civilisation agraire dans la société.



### Production au sol



*Source : MDL 2016(photo4)*

### Production hors sol



*Source : photo-karim-siari-1497001075*

Ces figures représentent deux types de production, le premier avec un système de production plus ancienne au ras du sol, la rentabilité est faible. Le second représente une exploitation technologique et plus performante vu la protection des plantes contre les parasites, les maladies ainsi que l'insolation. A Madagascar une restructuration est envisagée pour une exploitation massive en commençant par une culture sur étalage et protégée.

## CONCLUSION GENERALE

Pour conclure, après avoir conçu une approche très appropriée aux réalités de cette commune. Nous avons identifié les différents problèmes avec la participation des autorités communales et les représentants des villageois ou paysans. Face à la problématique y afférent, des solutions ont été découvertes et choisies selon leur niveau de réalisation. Les propositions de solution évoquées dans ce document sont conçues avec les moyens et les desideratas des paysans, l'ambition est définie en terme qualité et quantité. En l'occurrence le respect de l'environnement : production bio ; les moyens matériels et financiers sont déjà prévus. Néanmoins le succès dépend d'une communication adéquate sur le changement de comportement de tous les acteurs, notamment les jeunes paysans qui sont les principales cibles. L'implication de ces jeunes avec le soutien de l'autorité locale pérennise l'action au développement. Ainsi l'amélioration des relations avec les périphéries grâce à la décentralisation, la grande participation socio-économique tout en augmentant les recettes fiscales se voient en corrélation.

Cela suggère que des politiques de stimulation de la demande, si elles sont durables et accompagnées d'investissements productifs, pourraient faire partie d'une stratégie plus large de réduction de la pauvreté. Dans une amélioration de la situation économique, sociale et environnementale des populations de la zone périurbaine d'Antananarivo, dans le contexte actuel où de nombreuses opportunités restent à valoriser. Il a été conçu de façon à prendre en compte les orientations stratégiques du Gouvernement Malagasy, notamment en matière de développement rural, ainsi que les grandes orientations du partenariat de l'UE et de Madagascar. Il s'appuie sur les intérêts, attentes et motivations des acteurs locaux (populations, organisations professionnelles, communes, services techniques) qui ont été associés à la démarche de proposition tout au long de l'étude.

En matière d'agriculture, on propose des actions génératrices de valeur ajoutée pour les producteurs à travers l'appui à des filières très demandées sur le marché et dont les contraintes sont clairement identifiées. Les initiatives des organisations paysannes constituent une base tangible sur laquelle peuvent s'ancrer des actions potentiellement viables. Le renforcement des techniques nouvelles et placement des forces jeunes au centre du changement. La faisabilité de l'action dépend également des capacités des acteurs, c'est pourquoi on a fait le constat des potentiels d'acteurs existants et surtout très impliqués à la base incluant l'introduction complète des femmes. Il est cependant prévu

des renforcements institutionnels pour assurer la pérennité au niveau communal, s'attachent à apporter aux populations concernées des solutions durables aux grands problèmes de la filière comme l'insuffisance de la production, des techniciens, des ressources nécessaires et les coûts de transport élevés. La solution s'appuie sur les dynamiques et les initiatives locales, elle cherche à appuyer et accélérer la sécurisation foncière pour améliorer la productivité avec des techniques simples, facilement appropriables et reproductibles. Outre l'amélioration des revenus des producteurs, il contribuera également à la protection des digues et assainissement des puits et des cours d'eaux, augmenter le nombre des bornes fontaines dans le projet d'adduction d'eau. Sur la base des considérations ci-dessus, les résolutions proposées apparaissent utiles et pertinentes socialement, cohérentes, efficaces techniquement, viables et attendues par les acteurs locaux et intéressant au plan environnemental.

Ces trois contextes rassemblés (accès aux matériels, promotion de l'hygiène, environnement favorable) permettent un maximum de potentiel de changement de comportement. Elle entraîne une augmentation du changement des pratiques et une forte probabilité d'un comportement durable. Exemple de création d'un contexte favorable : développement du partenariat entre public et privé : plaidoyer auprès des Responsables des collectivités territoriales décentralisées à différents niveaux. Compte tenu des limites des actions individuelles, la plupart des activités économiques, sociales et culturelles se fait dans le cadre des différents types d'associations. La connaissance de ces associations peut de ce fait être d'une grande importance pour toute personne s'intéressant au développement.

Ainsi, au terme de changement et de développement agricole la notion exploitation agricole à grande échelle est encore peu familière à Madagascar, ayant recours à des semences sélectionnée (hybride) et à des engrais. Pour combien de temps peut-on attendre que la filière fraise devient un secteur agricole de l'économie ? Envisager que la filière devient une exploitation dans une zone géographique plus ou moins vaste avec un certain effectif de main-d'œuvre, une force de travail sur une certaine surface de terre pour produire et marquer sa traçabilité avec un label de production bien définie.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **I-OUVRAGES GENERAUX**

- (1) Diagnostic Systémique de pays : Madagascar
- (2) Delas, J.-P., & Milly, B. (2005). Histoire des pensées sociologiques. Paris: Armand Colin.
- (3) Économie et société [1922], trad. franç. Paris, Plon,...
- (4) Fleury, L. (2001). Max Weber. Paris: Presses universitaires de France.

### **II-OUVRAGES SPECIFIQUES**

- (5) Plan Communale de Développement Tsiafahy
- (6) Le rôle des sciences sociales dans la planification du développement, UNESCO, 1970, E/CN. 14/SWCD.p 48.
- (7) Badie, Culture et politique, Paris, Economica (coll. « Politique comparée »), 1993,p14
- (8) Banque mondiale (2008), « L'agriculture au service du développement. Rapport sur le développement dans le monde », Washington.
- (9) HACQUEMAND, J. (2008), « Faim dans le monde et politiques agricoles alimentaires. Bilan et perspectives », étude du Conseil économique et social.
- (10) INSD, 2006, pp.11-12
- (11) HACQUEMAND, J. (2008), « Faim dans le monde et politiques agricoles alimentaires. Bilan et perspectives », étude du Conseil économique et social.
- (12) Yves Charbit (dir.), la population des pays en développement, Paris, Le document français, 2000, 175p.
- (13) Eric Rougier, « Les conséquences économiques de la croissance démographique : 35 de débats entre orthodoxie et relativisme », DT/33/1999, Bordeaux, Centre d'économie du développement, 1999,23p.
- (14) B.Badie, Culture et politique, Paris, Economica (coll « Politique comparée »), 1993, p14
- (15) G. Hemet, Culture et développement, Paris, Presses de Sciences Po., 2000, p. 21.
- (16) BARBIER.JM et LESNE, M....l'analyse des besoins en formation, R Jauge 2<sup>ème</sup> édition.
- (17) Définition donnée par la loi n°2005-019 du 17 Octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres.

(18) Rapport final de la phase d'identification de la mission et de formulation d'un programme d'appui à l'agriculture péri-urbaine et à l'approvisionnement p 19

(19) Pilotage de communication interne et externe par Armenuhi IVANYAN  
Université Lyon 3, Université Française en Armenia - MBA 2007

### III-DOCUMENTS OFFICIELS

(20) INSTAT. La structure sectorielle de l'économie reste figée et ne connaît pratiquement pas d'évolution positive,

(21) DECRET n° 2015 – 957 relatif à la Structure Locale de Concertation des Collectivités territoriales décentralisées.

### IV-WEBOGRAPHIE

(22) <http://rovahiga.over-blog.com/article-economie-malgache-pas-de-croissance-stable,11/02/17>

(23) <http://www.tifawt.com/comptabilite-2/circuit-economique/09/11/17>

(24) <http://www.cosmovisions.com/sociologie.24/02/17>

(25) Encourager la communication interculturelle [rukiyaarobasecugb.edu.com](http://rukiyaarobasecugb.edu.com),08/12/16

(26) <https://www.femininbio.com/cuisine-recettes/conseils-astuces/vertus-bienfaits-fraise>  
05/04/18

(27) [https://www.passeportsante.net/fr/Nutrition/Encyclopedie\\_Aliments](https://www.passeportsante.net/fr/Nutrition/Encyclopedie_Aliments);30/10/16

(28) <http://www.education.gouv.qc.ca/enseignants/references/developpement-durable>  
04/11/16

(29) <http://journals.openedition.org/sociologies/2902>;19/12/16

(30) <http://psychcom.free.fr/model.htm>/20/11/16

(31) <https://jetudielacom.com/schema-de-communication>/04/06/17

**TABLE DE MATIERE**

FIGURES .....	
REMERCIEMENTS .....	
ABREVIATIONS.....	
TABLEAUX .....	
GRAPHIQUE.....	
PHOTOS.....	
SOMMAIRE.....	
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET OBJET DE L'ETUDE.....	4
CHAPITRE I :ETAT DES LIEUX.....	5
Section 1 :Contexte .....	5
Section 2 :Historique.....	5
1 –L'origine de l'appellation Tsiafahy .....	6
2 -Historique du petit fruit rouge.....	7
Section 3 :Monographie de la commune rurale de Tsiafahy .....	7
1 -Situation géographique et délimitation administrative .....	7
2 –Relief .....	8
3 -Hydrographie.....	8
4 -Forêts, reboisement et végétation .....	8
5 -Climatologie .....	9
6 -Situation démographique.....	9
7 -Situation administrative.....	9
8 -Structure organisationnelle des associations .....	9
9 -Structure politique .....	10
10 -Activités économiques .....	9
11 -Données sociales.....	11
12 -Infrastructures sociales.....	12
CHAPITRE II :REPERES THEORICO-CONCEPTUELS.....	14
Section 1 :        Conceptualisation.....	14
1 -Cadre théorique ou revue de littérature.....	14
2 -Cadre conceptuel.....	16

1 -Problématique.....	19
2 -Hypothèses .....	20
Section 3 :Détermination des objectifs spécifiques .....	20
CHAPITRE III :METHODOLOGIE .....	21
Section 1 :Outils.....	21
Section 2 :Technique d'enquête : .....	22
1 -Observation non participante : .....	22
2 -Observation participante : .....	22
Limite de la recherche.....	24
DEUXIEME PARTIE :MISE EN PRATIQUE DES THEORIES .....	25
CHAPITRE IV :MISE EN RELIEF DES PROBLEMES .....	26
Section 1 :Présentation des problèmes .....	26
1 -Evolution démographique et développement.....	26
2 -Culture et développement.....	27
Section 2 : Echec du développement durable et consolidation de la prise de conscience ...	29
1 -Lacunes au niveau de la formation technique .....	29
2 -Insuffisance au niveau de la formation associative .....	30
3 -Litige foncier .....	30
CHAPITRE V :RESULTAT DES ENQUETES ET AUTRES ASPECTS DU PROBLEME.....	32
Section 1 :Problème psychologique.....	32
1 -Difficulté d'intégration.....	32
2 -Le modèle de production et leurs psychologies .....	34
Section 2 :Problème politique .....	36
1 -Exercice du pouvoir .....	36
2 -Difficulté dans l'organisation et institutionnalisation .....	36
3 -La mauvaise gouvernance et l'organisation paysanne .....	37
Section 3 :Economique.....	39
1 -Approche genre .....	40
2 -Contrainte d'accessibilité au service de santé .....	41
3 -Contrainte sur la commercialisation.....	42

TROISIEME PARTIE :APPROCHE PROSPECTIVE SUR LA VALEUR DE L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT .....	44
CHAPITRE VI : ANALYSE, BILAN ET DISCUSSION DU PROBLEME DE LA FILIERE FRAISE.....	45
Section 1 :Entrée en matière .....	45
1 -la fraise, un petit fruit aux grands pouvoirs.....	45
2 -Ses vertus.....	45
Section 2 :Analyse FFOM : Force, Faiblesse, Opportunité et Menace .....	47
Section 3: Création d'une dynamique et de synergie entre les différents acteurs.....	49
1 -Stratégie de communication pour le développement .....	49
2 -La synergie s'explique par les caractéristiques clé d'un projet participatif .....	50
3 -Approche compétence sur la planification et gestion de l'environnement .....	51
Section 4 : Identification des différents supports et canaux de communication.....	51
1 -Principaux types de communication et caractéristiques .....	52
2 -Les facteurs qui entrent en jeu dans la communication .....	54
CHAPITRE VII :RECOMMANDATIONS DU TRAVAILLEUR SOCIAL .....	55
Section 1 :Approche dynamique du travailleur social.....	55
1 -Quelques définitions utiles et revue du problématique.....	55
2 -Les autres facteurs de blocage : .....	56
3 -Les nécessités primordiales .....	56
4 -Pour une nouvelle promotion .....	56
Section 2 :Proposition de solutions au développement .....	58
1 -Projet de développement à multi niveau.....	58
2 -Cadre politique .....	59
3 -Les principes .....	59
4 -Mise en place de la structure de CTD .....	60
Section 3 :Catalogue de solutions .....	64
1 -La catalogue de solutions .....	64
2 -Piste : Description de partenaire potentiel, les intervenants et bénéficiaires.....	65
CONCLUSION GENERALE .....	71
BIBLIOGRAPHIE .....	I
TABLE DE MATIERE.....	III
ANNEXES.....	VI



**ANNEXES****ANNEXE 1** : Base de données utilisée

1-DECRET n° 2015 – 957

Un document de référence à la Structure Locale de Concertation des Collectivités territoriales décentralisées.

**Article premier** – Le présent décret fixe les modalités d'application de l'article 15 de la loi organique n° 2014-018 du 12 septembre 2014 régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités territoriales décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires.

2-Superficie agricole : Annuaire statistique agricole 2001 Ministère de l'Agriculture.

Sous-préfecture	Superficie/ SSP (ha)	Superficie cultivable/ ha	% SSP	Superficie cultivable	% SC
Antananarivo : -Avaradrano -Atsimondrano	92400	27995	30%	33399	119%

**ANNEXE 2** : Questionnaires**Auprès des responsables communaux:**

- De votre point de vue quelles sont les réels problèmes dans votre commune ?(Raha araka ny fahitanao azy inona no tena olan'ny Kaominina?)
- Sur le plan statistique : le nombre de population globale et par tranche d'âge ?(Ary manao ahoana nyantontan'isany mponina amin'ny ankapobeny ary isaky ny salantaona?)

- Quelle est l'activité principale de la population ?  
(Asa manao inona no tena ataon'ny mponina eto?)
- Combien y a-t-il d'Usines dans votre localité ?  
(Orinasa firy no misy eto aminy faritrareo)
- Est-ce que les métiers à mi-temps contribuent à la ristourne de la Commune ?  
(Mampidi-bola ho an'ny kaominina ve ny asa antselika?)
- Qu'est-ce qui différencie votre Commune des autres ?  
(Inona no maha samihafa ny Kaominareo amin'ny hafa?)
- Vous avez des techniciens agricoles en collaboration ?  
(Misy teknisianina miara-miasa aminareo ve?)
- Ce genre de production aussi dure toute l'année ?  
(Mampiditra hetra ve io karazam-pamokaran'io ?)
- En général quel est le mode opératoire pour la perception d'impôts ?  
(Amin'ny ankapobeny inona avy no fomba hapidiran-ketra eto?)
- Ya-t-il d'autres sources de recettes pour la Commune ?  
(Misy fomba hafa ve ampitomboanareo ny kitapom-bola ny kaominina?)
- Avez-vous des programmes d'action pour l'amélioration du secteur agricole ?  
(Efa manana drafitr'asa ve ianareo hanatsarana ny sehatry ny fambolena?)

Après de la population :

- Comment vous appelez-vous, quel âge avez-vous ?(Iza no anaranao,firy taona?)
- Vous êtes propriétaire et cultivateur des fraisiers ? (Anao ny tany,mamboly frezy?)
- La superficie de votre exploitation pour les fraisiers? (Velaratany ambolena frezy ?)
- Qui sont vos partenaires ?(Iza no miara-miombon'antoka aminareo?)
- Comment sont les enfants, vous en avez combien?(Manao ahoana ny ankizy, firy?)
- Est-ce que tous vos enfants sont scolarisés ? (Mianatra daholo moa ry zareo?)
- Comment vous procédez en cas de maladie ?(Inona no ataonareo raha tojo aretina?)
- Quelles sortes de matérielles utilisez-vous ?(Ary fitaovana manao ahoana no ampiasainareo?)
- Quel changement constatez-vous lors de passage des techniciens agricoles, il y a quelques années?(Inona no zavatra tsikaritrareo niova taorian'ny fandalovan'ireny teknisianina ireny fotoana vitsy lasa izay ?)

- N'y a-t-il pas de problème d'engrais ?(Ary ny lafiny zezika indray manao ahoana?)
- Comment trouvez-vous l'association des fraisculteurs ? (Ny fahitanareo ny fikambanana mpamboly frezy?)
- Vous accédez à des prêts bancaires ? (Manao findramam-bola ve ianareo?)
- Etes-vous satisfait de votre rendement ? (Mahafapo ve ny tombom-barotra?)
- Les collecteurs apprécient-ils vos produits ? Quelles remarques ? (Ahoana ny fankasitrahan'ireo mpanangom-bokatra ny vokatrareo, inona no fanamarihana ?)
- Vos attentes en tant que fraisculteurs? (Inona no faniriana amin'ny maha mpamboly frezy?)

Situation socioprofessionnelle des enquêtés :

	Nombres
Agriculteurs exploitants	16
Chefs d'Entreprise	0
Cadres	1
Professions intermédiaires	2
Employés	4
Ouvriers	1
Retraités	1
Personnes sans activité	1
Totaux	26

Q : Utilisez-vous des engrais chimiques ?

Q	Nombre de réponses	%
a. Oui	15	93,75%
b. Non	1	6,25%
Totaux	16	100 %

**ANNEXE 3 : Rapport des activités**

Observation du site	4jours avant l'entretien
Première rencontre avec le Maire	11 Février 2016
Effectuer des descentes et enquête sur terrain	16 Février 2016
Prendre rendez-vous avec les anciens techniciens de la commune	20 Février 2016
Formation pour la promotion des jeunes volontaires à Madagascar	22-23 Mars 2016
Cherche des PTF pour l'adduction d'eau dans la commune Tsiafahy. <u>Ex</u> : Water 'aïd	04 Avril 2016
Demande d'aide au JICA	12 Avril 2016
Entretien auprès de la DRDA et du SIRDR(Atimondrano)	20 Avril 2016
Finalisation de collecte de données pour les analyses.	4-5-6 Juin 2016

Nom : RALANTONIRINA

Prénom : Herinaivalona John

Adresse : Lot VA 5 Bis A Tsiadana

Téléphone : 0337979638

Né le : 30 Octobre 1991 à Soavinadriana (HO.MI)

- Titre du document : organisation paysanne face au développement.Cas de la commune Tsiafahy.
- Champ de recherche : Commune / développement rurale / secteur fraise.
- Nombre de pages : 72
- Nombre de figures : 3

Madagascar est un pays à vocation agricole, avec 80 % de la population des ruraux. Il s'est engagé dans le processus de décentralisation pour une bonne gouvernance au niveau structurel. Il s'agit de structure basée sur les valeurs Malagasy acceptée par la population. Ce qui se fait par l'interdépendance entre technique et politique afin d'aboutir au développement sociale locale, et demande une concertation de service entre l'Etat et le privé. Pour être en réseau et en synergie sur l'emploi et les fonctions productive, on débute par une économie de proximité en aident les paysans à assurer les marchés locaux afin qu'ils puissent honorer ces marchés et devenus de temps en temps professionnels. Quand la production est développée c'est-à-dire avoir des effets multiplicateurs. Donc on a besoin de renforcement, du suivi et du contrôle de qualité et mise en place du système de labellisation.

- Mots clés : Développement, marketing, structure, valeur, .

Nom et prénom de l'encadreur pédagogique: RAMAROKOTO Fenosoa Emile .